

Le Monde

étranger

DÉBATS POLITIQUES ET CONSTRUCTION ÉCONOMIQUE EN CHINE

L'Assemblée va nommer des dirigeants La renaissance spectaculaire de Tientsin la sinistrée

(Suite de la première page.)

Indépendamment des grands projets spéciaux dans la sidérurgie, l'industrie chimique, les télécommunications, ces objectifs paraissent marqués par une bonne dose de réalisme. Les taux d'accroissement envisagés ne diffèrent pas profondément, en effet, de ceux qui ont été réalisés, en moyenne, au cours des dix dernières années. Ce peut être un signe de sagesse et de modération. Cela peut aussi être révélateur des difficultés que le régime éprouve à effectuer certains choix d'investissement et qui le conduisent à opter pour de prudentes compromis provisoires.

Sur le plan politique, des indications concordantes laissent prévoir que la future Constitution ne sera pas un texte entièrement nouveau mais constituera seulement un ajustement par rapport à celle de 1975. D'aucuns semblent le regretter, qui avaient espéré que la République populaire se doterait d'une loi fondamentale d'un esprit voisin de celui des Constitutions occidentales et à laquelle les gouvernants auraient obligation de se conformer strictement. On n'en est apparemment pas à cette conception du droit constitutionnel. Il faut sans doute attendre à nouveau à un texte d'une autorité juridique relative, se bornant à fixer les grandes lignes du régime et de son fonctionnement. Il est de moins en moins question de réviser la Constitution de la République qui sera, sous la Constitution de 1954, les fonctions de chef de l'Etat devant continuer à être assurées par le président du comité permanent de l'Assemblée nationale populaire (2). On attend, en revanche, au rétablissement d'organes de contrôle ayant mission d'offrir un recours possible aux citoyens victimes d'abus de pouvoir, de déni de justice, etc. Sous la Constitution de 1954, ce rôle était joué par les parquets qui étaient notamment chargés de contrôler le fonctionnement des tribunaux. Leurs attributions avaient été intégralement dévolues aux organes de sécurité par la Constitution de 1975.

Des questions de personnes

Les inconnues les plus graves portent sur les questions de personnes. Le problème le plus délicat est de savoir qui sera nommé à la tête du gouvernement, poste actuellement occupé par M. Hua Guo-feng qui, étant déjà président du parti, ne devrait pas normalement cumuler plus longtemps ces deux fonctions. Le nom de M. Teng Hsiao-ping est sur toutes les lèvres. Mais, d'une part, le vice-premier ministre est déjà près de ses soixante-quatorze ans, d'autre part, il n'est pas certain qu'une majorité de ses collègues, au sein du bureau politique, envisage sans réticence de le voir rassembler entre ses mains des pouvoirs aussi considérables. On touche ici au problème fondamental de l'équilibre des forces politiques au sein de la direction collective chinoise, d'autant plus difficile à apprécier qu'il se modifie en permanence. Certains observateurs inclinent à penser que le nom de M. Teng Hsiao-ping est, en outre, l'empêchement à l'arrivée d'un personnage « centré », au demeurant difficile à identifier. Mais de telles spéculations sont peut-être un peu prématurées, à la fois du dynamisme de M. Teng Hsiao-ping et de la volonté de M. Hua Guo-feng de ne pas laisser fuir une autorité encore inégalement reconnue.

Parmi les autres postes d'importance qui devraient recevoir de nouveaux titulaires figure celui de ministre de la défense, actuellement occupé par le maréchal Ye Jianying (né de soixante-dix-neuf ans). Les fonctions de chef d'état-major général et de directeur du département politique général de l'A.P.L.

● Les ailes chinoises en Europe. — La compagnie aérienne chinoise ouvrira au printemps prochain une nouvelle ligne au départ de Pékin vers la Yougoslavie et la Suisse. Une délégation officielle chinoise conduite par le directeur général adjoint de l'administration civile chinoise (CAAC) vient de quitter Pékin pour une « visite amicale » en Yougoslavie et en Suisse. La compagnie chinoise relie déjà Pékin à Paris via Karachi et Pékin à Tirana via Albanie via Téhéran et Bucarest. — (A.P.F.)

LE MONDE met chaque jour à la disposition de ses lecteurs des rubriques d'annonces immobilières. Vous y trouverez peut-être LA MAISON que vous recherchez.

étant occupés respectivement par des hommes aussi proches que MM. Teng Hsiao-ping et Wei Kuoching, les forces armées chinoises sont, si l'on peut dire, bien encadrées. Hsiao-ping est peut-être pour nommer comme ministre un homme moins marqué et dont l'influence contribuerait à conserver à l'armée un certain équilibre. L'un des candidats autrefois les mieux placés pour ce poste, le commandant de la région militaire de Pékin, le général Chen Hsi-hen, est actuellement en posture délicate, et ses chances paraissent aujourd'hui bien minces. A l'opposé, le général Hsu Shih-yu, commandant de la région militaire de Canton, risquerait fort de n'apparaître que comme l'homme de M. Teng Hsiao-ping. De nouveau, un homme de compromis peut-il être trouvé ?

A quelques jours de la réunion de l'Assemblée, on ne peut qu'être frappé par la nature des incertitudes qui entourent cette session. Les grandes orientations du régime — modernisation, effort de production, ordre et stabilité, amélioration du niveau de vie, animation de l'activité diplomatique sans innovation dramatique, — sont finalement assez claires. Restent des questions d'hommes qui témoignent des difficultés qu'éprouvent les héritiers du pouvoir à trouver leur propre équilibre politique.

A. J.
(2) Défunte jusqu'à sa mort, en juillet 1976, par Chou Tsi-taï, ce poste est actuellement vacant.

Tientsin. — Dix-huit mois après le tremblement de terre du 26 juillet 1976, Tientsin offre encore l'aspect d'une ville profondément sinistrée. Cela ne se voit pas d'emblée, car le séisme paraît avoir frappé ici, curieusement, par vagues localisées. A la différence de Tangshan, plus proche de l'épicentre et où il ne reste pratiquement plus pierre sur pierre, certains quartiers semblent à première vue n'avoir été qu'à peine atteints.

Le long de la rue de la Libération, par exemple, au sein de l'hôtel Tientsin — ancien Astor, — les lourds immeubles hérités des concessions étrangères du début du siècle n'ont pas bougé. Cependant, une profonde lézarde sillonne l'une des ailes de l'hôtel : tout à côté, la base même d'un bâtiment a dû être renforcée.

A quelques centaines de mètres de là à peine, c'est un spectacle de dévastation. D'un autre immeuble hérité des concessions occidentales, il ne reste que quelques rangs de pierres au-dessus du sol. Dans les rues de la Paix et de Nankai, des maisons sont réduites à des tas de gravats.

Notre guide est aimable, mais un peu nerveux d'accueillir ici le premier correspondant étranger depuis la catastrophe, et nous n'avons guère la possibilité de nous informer pas leur préférence pour le texte de nos propres yeux.

Mais cette inégalité dans la répartition géographique des dégâts — dont des réfugiés avaient paré immédiatement après le séisme — se remarque aussitôt. Elle se confirme

au-delà du centre de la ville. Les quartiers nord ont été évidemment touchés. Vers l'est, les dégâts sont moins apparents, mais en poussant un peu loin dans la même direction, à une quarantaine de kilomètres, le port de Heikang paraît avoir sérieusement souffert.

Des abris provisoires occupent tous les emplacements libres ; les mêmes abris avaient été construits à Pékin après le tremblement de terre et renforcés pour l'hiver 1976-1977. Une partie d'entre eux, au moins le long des rues principales, ont été démolis depuis. A Tientsin, les abris ont non seulement été conservés — ce qui a entraîné la

disparition presque complète des trottoirs dans le centre de la ville, — mais la plupart sont occupés. En témoignent les fumées qui s'en élèvent à l'heure de la préparation des repas, les petits rideaux aux fenêtres et le linge multicolore qui sèche sur des fils tendus au-dessus des toits.

La température est largement au-dessous de zéro et les couvertures en papier goudronné ne peuvent offrir une protection très efficace contre le froid. C'est dans ces conditions précaires que vivent encore une partie importante des habitants dont les logements ont été détruits ou sont désormais trop peu sûrs.

La réussite est d'autant plus méritée

De notre envoyé spécial

Cités nouvelles

L'effort de reconstruction a pour tant été fantastique. Là encore, aucune donnée précise ne nous a été communiquée. Mais il est facile de voir par soi-même les dizaines de villages d'immeubles neufs, reconnaissables au rouge vif de leurs briques et à la fraîcheur du ciment, édifiés depuis le tremblement de terre. Il s'agit le plus souvent de bâtiments à cinq ou six étages, de bonne allure, presque toujours pourvus d'une armature de béton leur permettant de résister à d'éventuelles secousses. De véritables cités nouvelles se sont ainsi créées dans les quartiers périphériques, qui commencent tout juste à être habitées.

La réussite est d'autant plus méritée qu'elle a été obtenue dans une ville bouleversée, qui comptait sa mort — et à en juger par les destructions visibles, les pertes en vies humaines ont inévitablement été lourdes.

Mais la tâche à accomplir reste considérable. Il faut consolider ce qui peut être sauvé ou démolir ce qui est condamné. Mais on ne voit guère de bulldozers. Le travail se fait à la pioche ou à la pelle et n'avance qu'avec lenteur, risquant encore par le désir de récupérer tous les matériaux qui pourraient encore être utilisés. L'ensemble n'évoque nullement le spectacle d'une fourmilière en pleine effervescence. Diverses indications laissent penser, en fait, qu'on a paré

au plus pressé et que, désormais, on ne veut plus mobiliser pour la reconstruction des forces trop nombreuses et indispensables aux tâches de production.

En dépit de tout, au demeurant, une vie presque normale a repris dans Tientsin.

Ces jeunes filles en survêtement font leur croce au petit matin au milieu du flot de bicyclettes. Autobus et trolleybus circulent bondés comme dans toutes les villes chinoises. Une flotte de petites voitures Fiat toutes neuves, le plus souvent confiées à de jeunes conductrices, a pris possession des rues. La lumière brille dans les magasins dont les enseignes ruissellent d'un vernis rouge et d'est tout juste à l'heure de la rentrée, qu'un sérieux problème de chauffage doit se poser un peu partout.

L'arrivée de visiteurs occidentaux fait un peu sensation à l'hôtel Tientsin où chante une antique robinetterie d'origine britannique, mais dont la salle à manger a été fraîchement repeinte. Sous le porche, des décorations subtiles qui indiquent que l'hôtel a récemment accueilli les délégués d'un congrès local. Est-ce à dire que Tientsin pourrait être bientôt ouvert aux visiteurs étrangers ? Des experts occidentaux, qui en ont été chassés par le tremblement de terre, ont récemment appris qu'ils pouvaient, s'ils le désiraient, y reprendre leur poste. Il est douteux, néanmoins, que de simples touristes y soient invités avant quelque temps.

ALAIN JACOB.

DIPLOMATIE

A LA CONFÉRENCE DE BELGRADE

Le projet français de document final n'a pas encore permis de débloquent les travaux

M. Philippe Richer, le chef de la délégation française à la conférence de Belgrade, a présenté, vendredi 17 février, le projet français de document final. Ce texte, qui s'écrit de la main de M. de Gaulle, est le fruit de l'esprit des dirigeants français, perimétre que « la réunion ne se termine pas sur un constat d'échec ». L'expression est de M. de Gaulle, qui l'a utilisée vendredi devant la presse diplomatique.

Les réactions enregistrées à Belgrade à la proposition française ne sont pas encore très nettes, nous téléphone notre correspondant particulier Paul Yan-

kovich. La plupart des orateurs ont demandé, vendredi, un temps de réflexion. Dans les couloirs de la conférence, cependant, les délégués des pays de l'Est ne cachent pas leur préférence pour le texte soviétique, dont une version « améliorée et complétée » a été diffusée. Le nouveau document soviétique ne donne cependant toujours pas satisfaction à ceux qui voudraient voir mentionner clairement les problèmes humanitaires. Certains délégués occidentaux, d'autre part, manifestent un certain agacement devant l'initiative française et soulignent que Paris fasse preuve d'une plus grande volonté de concertation.

En fait, nul ne sait encore comment va se terminer la conférence. Les participants n'ont même pas pu se mettre d'accord sur l'ordre du jour des travaux de la semaine prochaine, les Soviétiques ayant posé comme condition préalable que la réunion se termine vendredi prochain, quel qu'il arrive. Une seule séance plénière est maintenant prévue pour le lundi 20 février. Peut-être saura-t-on alors si l'U.R.S.S. est décidée à un compromis — comme l'y aurait incité M. Giscard d'Estaing dans un message transmis le 15 février à M. Brejnev — ou si elle est prête à aller jusqu'à la rupture.

et des moyens « d'élargir la diffusion de l'information écrite » (Suisse) ; l'organisation en 1980 d'une « Année de coopération culturelle » en Europe (Yougoslavie) ; la recherche de solutions aux problèmes des travailleurs migrants (Espagne) et l'application « dans l'esprit le plus large » des « mesures de confiance » militaires prévues à Helsinki, « en particulier en créant un climat de franchise autour des budgets militaires » (Suisse, Autriche).

MAURICE DELARUE.

Une synthèse des idées des différents participants

Le projet français de « document de clôture » déposé à la réunion de Belgrade, chargée d'examiner la mise en œuvre de l'Acte final d'Helsinki (1975), suit le même plan que celui-ci. Il comporte trois parties, portant sur la sécurité, la coopération économique, scientifique et technique, et la coopération dans « les domaines humanitaires et autres » (contacte entre les personnes, information, culture et éducation). Un chapitre spécial traite de la sécurité et de la coopération en Méditerranée.

Ce projet est une tentative de compromis. C'est un assemblage de diverses idées exprimées par les trois grandes groupes qui participent à la réunion de Belgrade : occidentaux, pays de l'Est, neutres et non alignés.

1) Les emprunts occidentaux. — Ils apparaissent dans une brève estimation, qui se veut sans exaltation, de l'application des décisions d'Helsinki. Il est dit que l'échange de vues à Belgrade a fait apparaître « des opinions différentes quant au degré d'application de l'Acte final » et que les progrès constatés laissent subsister « des insuffisances » et « des obstacles ». Un paragraphe fait explicitement référence au « respect des droits de l'homme et des libertés fondamentales », qui est « indispensable » pour « parvenir à une amélioration sensible des relations mutuelles entre les Etats ». Dans l'énumération de ces droits, figure « le libre exercice de la profession » et « de la pratique d'une religion ou d'une confession », ainsi que le droit des minorités « à l'égalité devant la loi ». « L'apogée » est exprimée que les Etats participants adhèrent aux pactes internationaux relatifs aux droits de l'homme. Il est indiqué que « les institutions, les organisations et les personnes, tout autant que les gouvernements » jouent « un rôle

positif » dans la coopération entre les Etats et les peuples.

Les recommandations d'Helsinki, pour faciliter les relations de travail « et » la participation effective des femmes, sur un pied d'égalité, à la vie politique, économique, sociale et culturelle ». Sont également retenues les propositions soviétiques de réunir des conférences « à haut niveau » dans les domaines de l'énergie et de l'environnement et de convoquer à Maastricht, en 1978, une réunion d'experts pour la coopération économique, scientifique et culturelle en Méditerranée. La volonté « de rendre effectif le non-recours à la menace et à l'emploi de la force » et « la nécessité d'efforts supplémentaires » pour promouvoir un nouvel ordre économique mondial sont exprimées sur proposition de la Roumanie.

2) Parmi les idées empruntées aux pays de l'Est figurent l'introduction, au nombre des droits de l'homme, du « droit de toute personne au travail » et « la participation effective des femmes, sur un pied d'égalité, à la vie politique, économique, sociale et culturelle ». Sont également retenues les propositions soviétiques de réunir des conférences « à haut niveau » dans les domaines de l'énergie et de l'environnement et de convoquer à Maastricht, en 1978, une réunion d'experts pour la coopération économique, scientifique et culturelle en Méditerranée. La volonté « de rendre effectif le non-recours à la menace et à l'emploi de la force » et « la nécessité d'efforts supplémentaires » pour promouvoir un nouvel ordre économique mondial sont exprimées sur proposition de la Roumanie.

3) Plusieurs suggestions émanent enfin de pays neutres et non alignés. L'examen, « en détail » lors d'une prochaine occasion, « des conditions de travail des journalistes

Indonésie

D'anciens responsables militaires mènent l'opposition

Le secrétaire général de l'Association des nations d'Asie du Sud-Est, le général indonésien Dharsono, a été limogé début février à la suite de fortes pressions exercées par le gouvernement de Djakarta sur ses quatre partenaires (Singapour, Malaisie, Thaïlande, Philippines). Le ministre des affaires étrangères par intérim, M. Mochtar Kusumadarmas, a dû effectuer la tournée des capitales allies pour les convaincre d'entériner cette décision unilatérale à l'encontre d'un homme qui avait été choisi d'un commun accord en 1976 et dont le mandat devait se terminer en 1979. Le général Dharsono a été remplacé par M. Umarjadi Nyotowiyono, secrétaire national de l'ASASEAN pour l'Indonésie.

La mesure prise à l'encontre du général Dharsono, ancien chef de la division d'élite Siliwangi, basée à Java-Occidentale, ancien ambassadeur au Cambodge lorsque le maréchal Lon Nol était au pouvoir, et chef de la mission indonésienne chargée de la surveillance du cessez-le-feu au Vietnam de 1973 à 1975, est l'un des signes qui montrent que la contestation du président Suharto s'étend désormais à certains milieux des forces armées. Le général Dharsono avait pris la parole en public pour critiquer le régime, allant même jusqu'à demander que l'« ordre nouveau » instauré en 1966 par le général Suharto « s'éloigne de plus en plus de ses idéaux d'origine ».

Comme d'autres généraux célèbres — Nasution, ancien chef d'état-major des forces armées, proche des milieux musulmans, Ali Sadikin, ancien gouverneur de Djakarta et qui souhaitait se présenter contre le président

Suharto lors de l'élection de mai, Kemal Idris, ancien commandant de la réserve stratégique, — le général Dharsono fait partie de la liste de personnalités dont le nom ou la photographie ne doit plus paraître dans la presse. Dans cette liste figure aussi le poète et dramaturge W. S. Rendra. Des informations selon lesquelles ces opposants seraient été placés en résidence surveillée ont été démenties.

Il semble qu'une partie de la division Siliwangi ait pris ses distances à l'égard du régime. Cette unité est basée à Bandung, ville proche de la capitale et où l'agitation étudiante a été la plus virulente, en particulier lors de la publication, en janvier, d'un livre blanc — interdit par les autorités — qui s'en prenait violemment au régime. Il dénonçait, entre autres, la corruption de la famille présidentielle, s'opposait à la résiliation du général Suharto et condamnait la venlerie d'un Parlement « vénéneux ».

Auto-censure

La division Siliwangi a, semble-t-il, laissé agir les étudiants, et il a fallu faire appel à d'autres forces, la compagnie mixte SSK, pour rétablir l'ordre, récemment, dans le prestigieux institut de technologie (I.T.B.). Les étudiants ont accusé les forces de l'ordre de s'être livrées à une répression brutale, et un étudiant aurait été tué par balle. Des incriminations ont été tirées sur le ministre de l'Université, qui avait été démis de ses fonctions le 18 février.


D'autre part, selon les informations venant de milieux universitaires, M. Mahbub Djumaldi, ancien président de l'Association des journalistes indonésiens (P.W.I.) et secrétaire général du parti d'opposition légale musulman P.P.P., serait démissionné depuis le 7 février, pour collusion avec les activistes étudiants et pour critique du président.

Ces informations ne sont pas publiées par la presse locale. Plusieurs journaux qui avaient été suspendus ont été autorisés à reparaître, car ils pratiquent l'autocensure, s'interdisant toute critique envers le général Suharto et passant sous silence l'agitation étudiante. Ils s'abstiennent de citer les radios étrangères mais publient des attaques contre des journalistes étrangers. Ce qui incite de nombreux Indonésiens à écouter les émissions de Radio-Australie en Indonésie.

Avant pour le moment rétablir l'ordre, le général Suharto, qui est aussi un remarquable tacticien politique, ne semble pas prêt à transiger avec l'opposition ni à céder la place. Devant le Parlement, le 30 janvier, le ministre de la défense, le général Panggabean, déclarait : « Les fondations sur lesquelles sera bâtie une société juste et prospère ne seront pas ébranlées avant la réalisation de plus ou de vifs plans quinquennaux de développement ».

ERWIN RAMEHDAN.

L'Union de la Gauche ?
"Un colin-maillard pathétique dans un jardin de banlieue rouge."
Jean-Marie Benoist.
Un singulier programme.
24 F



Les livres des Puf questionnent le monde.

صكنا من الاصل

EUROPE

Irlande du Nord

tribut aux éléments « durs » de l'IRA

UN ATTENTAT FAIT AU MOINS QUATORZE MORTS A BELFAST

Belfast (A.F.P., A.P.). — L'Irlande du Nord a connu, vendredi 17 février, l'attentat le plus meurtrier depuis 1971. Une bombe — vraisemblablement incendiaire — a fait explosion au début de la nuit dans un restaurant de la ville, tuant au moins quatorze personnes et en blessant une vingtaine. Parmi les victimes, certains ont été atteints par la déflagration, d'autres par la bombe elle-même. Les enquêteurs de l'IRA ont déclaré qu'ils n'avaient pas encore identifié l'explosif. Quelques attentats n'ont pas encore été officiellement revendiqués, on estime généralement à Belfast, qu'il est impossible aux éléments les plus durs de l'IRA, ceux-ci ont lancé, au cours de la semaine dernière, une nouvelle vague d'opérations terroristes et seraient désormais équipés de ce type de bombes.

Espagne

Un socialiste préside le Conseil général basque

Le Conseil général du Pays basque, premier gouvernement autonome de cette province, a été constitué le vendredi 17 février, à Vitoria. Il est composé d'un président, M. Ramon Rubial, un vieux militant socialiste. Il est président du P.S.O.E. — et de quatorze conseillers. M. Rubial, un ancien ouvrier métallurgiste, qui est vice-président du Sénat espagnol, l'a emporté sur M. Juan Ajuria, candidat du parti national basque.

Tourneur à quatorze ans, militant socialiste à seize, emprisonné deux fois, la première sous la République — en raison de ses activités politiques et sociales, — la deuxième sous le franquisme, qui le garda enfermé dix-neuf ans, déporté onze ans plus tard, M. Ramon Rubial est un « combattant historique ». Né en Biscaye, la province des hauts journaux et des aciéries, marqué à soixante et onze ans par ses longues années de lutte au sein de l'Union générale des travailleurs et ses durs séjours en prison, homme simple, respecté de tous, prototype du militant ouvrier, M. Ramon Rubial a une particularité — qu'il partage, il est vrai, avec beaucoup de ses compatriotes du nord : il ne parle pas le basque. Une telle lacune l'a d'abord désavantagé par rapport à son concurrent à la présidence, le vieux chef nationaliste Juan Ajuria. Cette ne l'a finalement pas empêché de l'emporter grâce que les Basques ne sont pas aussi enfermés qu'on le prétend dans leur catégorie ethnique. M. Rubial a déjà expliqué comment il voyait son rôle de président. A ses yeux, elle est surtout symbolique : le pouvoir sera exercé de façon collégiale en Euzkadi. Il n'en est pas moins significatif que le président de la deuxième entité régionale créée en Espagne soit un socialiste et un ouvrier. — C. V.

Danemark

Le fondateur du parti du progrès est condamné à de lourdes amendes fiscales

(De notre correspondant.) Copenhague. — L'avocat Mogens Glistrup, fondateur du parti du progrès (opposé à l'impôt sur le revenu et à la bureaucratie), député au Folketing depuis 1973, a été condamné vendredi 17 février à une amende d'un demi-million de couronnes (environ 400 000 francs) pour infractions à la législation des sociétés et négligences et manquements graves à l'égard de l'administration fiscale. Il devra rembourser une partie des dépenses et verser au Trésor 2 millions d'impôts non payés. Au total, il aura à payer plus de 5 millions de couronnes, c'est-à-dire 4 millions de francs. Les magistrats n'ont pas retenu contre lui l'accusation d'escroquerie et de fraude fiscale « grossière » comme l'avait réclamé le procureur. Dans leurs attendus, ils affirment avoir considéré comme circonstance aggravante le fait que le prévenu était un spécialiste de droit fiscal, et comme circonstance atténuante, le fait qu'il n'a, au fond, rien dissimulé de son système de manipulations fiscales. Ce jugement a immédiatement été l'objet d'appréciations extrêmement variées. Les ennemis de M. Glistrup regrettent qu'il n'ait pas été condamné à la prison (il était possible d'une peine de quatre à huit ans). Le parti du progrès estime que son dirigeant a remporté une grande victoire puisqu'en réalité toutes les poursuites criminelles contre l'avocat ont été abandonnées. — C. O.

Italie

La démocratie chrétienne a demandé du temps à ses partenaires pour résoudre la crise

De notre correspondant Rome. — La plupart des éditeurs italiens considèrent que la journée du vendredi 17 février sera « décisive » pour le déroulement de la crise gouvernementale. Trente-deux jours après sa démission, le président du conseil désigné, M. Giulio Andreotti, résumait très officiellement les dirigeants des six partis « constitutionnels » (démocrate-chrétien, communiste, socialiste, social-démocrate, républicain et libéral), qui se déclarent impatients de conclure. Des phrases mesurées avaient été prononcées la veille par les communistes et les socialistes. On s'attendait à un accord ou à une rupture. Il n'y a eu ni l'un ni l'autre. Le communiqué de la présidence du conseil affirme que les six partis ont « reconnu la gravité de la situation générale du pays et décidé un effort responsable pour arriver à une conclusion de la crise en des temps rapprochés ». Les Italiens devront donc patienter encore : il semble qu'un petit pas en avant ait été fait, mais les divergences demeurent entre les démocrates chrétiens, d'une part, les communistes et les socialistes, d'autre part. En sortant du palais Chigi, M. Enrico Berlinguer a résumé en quelques mots la position du P.C.I. : « 16 + 1 ».

Si, en France, il faut se méfier des vendredis 13, en Italie, ce sont les vendredis 17 qui sont réputés porter malheur. M. Andreotti n'avait-il pas pu choisir un autre jour pour révéler les dissensions des six partis ? Il est vrai que le président du conseil désigné avait pris ses précautions : son « communiqué de programme » n'était pas daté du vendredi 17 février, mais du vendredi 16 + 1 février.

Union soviétique

UNE AVOCATE ACCEPTE DE DÉFENDRE ALEXANDRE GUINZBOURG

(De notre correspondant.) Moscou. — Mme Irina Guinzbourg a annoncé, jeudi 16 février, aux autorités de Kalouga, qu'elle avait trouvé un avocat soviétique acceptant d'assurer la défense de son mari, incarcéré depuis plus d'un an dans la prison de cette ville, située à 180 kilomètres au sud de Moscou. Il s'agit de Mme Yelena Stembova, qui a également défendu plusieurs dissidents. Mme Guinzbourg a également rappelé qu'elle avait choisi un avocat américain, M. Edward Bennett Williams, bien que les autorités lui aient dit à plusieurs reprises que seul un avocat soviétique avait le droit de s'occuper du dossier. M. Alexandre Guinzbourg, qui était membre du groupe de surveillance de l'application des accords d'Helsinki et administrateur du fonds Soljenitsyne d'aide aux prisonniers politiques et à leur famille, est accusé d'« agitation et de propagande antisoviétique », et risque jusqu'à sept ans de détention. — D. V.

Le sénateur Jackson a été invité en Union soviétique par M. Leonid Brejnev. M. Henry Jackson est notamment l'un des auteurs d'un amendement à la loi commerciale de 1974 (Trade Act) limitant l'accès de la clause de la nation la plus favorisée à la mise en œuvre d'une politique d'immigration libérale de la part de l'Union soviétique pour ce qui concerne, notamment, les citoyens d'origine juive. Ce parlementaire démocrate est également l'un des congressistes les plus influents dans le domaine des négociations sur les armes stratégiques. — (A.F.P., A.P., Reuter)

A TRAVERS LE MONDE

Argentine

UNE TROISIÈME LISTE DE PRISONNIERS POLITIQUES, comprenant deux cent vingt-trois noms, a été publiée le 14 février en Argentine. Il s'agit de personnes — tous des hommes — qui sont tenus à la disposition de la police « extrajudiciaire » dans la province de Santa-Fé. Les noms de près de deux mille détenus ont ainsi été révélés ces derniers jours. Le gouvernement a récemment reconnu l'existence de quelque trois mille cinq cents prisonniers politiques. — (A.F.P., Reuter)

Brésil

L'ESCADRON DE LA MORT a tué quarante-cinq personnes dans la banlieue de Rio-de-Janeiro au cours des sept dernières semaines, annonce la presse brésilienne. Parmi les victimes ont été torturés avant d'être exécutés. Les journaux indiquent que l'Escadron de la mort est une organisation composée de policiers. La police, quant à elle, assure que ces assassinats sont le résultat de rivalités entre bandes de délinquants. — (A.F.P.)

LE NOMBRE DE CITOYENS EMPÊCHÉS DE RENTRER AU PAYS est de cent vingt-trois, a déclaré le ministre brésilien de la justice, en réponse à des informations diffusées par la commission Justice et Paix. Cette organisation, qui dépend de l'ambassade de Sao-Paulo faisait état de dix mille Brésiliens interdits de séjour chez eux. Les cent vingt-trois indiqués dans la liste sont ceux qui ont été expulsés à la suite d'exigences formulées par les ravisateurs d'ambassadeurs étrangers au moment de la vague de terrorisme qui a sévi, il y a quelques années. Tous les autres citoyens résidant à l'étranger peuvent rentrer quand ils le veulent. Selon M. Dallari, directeur de Justice et Paix pour Sao-Paulo, le gouvernement juge « indésirables » ces dix mille exilés. Ils rencontrent, en particulier, des difficultés pour faire valoir leur passeport dans les ambassades du Brésil et de viennent des apatrides.

Iran

LE MINISTRE IRANIEN DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES a annoncé, samedi 16 février, à Téhéran, que son gouvernement avait décidé de fermer son ambassade à Nairobi pour protester contre l'attitude du Kenya, qui accuse Téhéran de jouer un rôle néfaste dans le conflit de la Corne de l'Afrique. — (U.P.I.)

Liban

M. CAMILLE CHAMOUN, président du parti national (G.N.L.) libanais, a démissionné, vendredi 17 février, les propos tenus jeudi par un porte-parole officiel du parti annonçant, pour dimanche une attaque d'envergure des troupes syriennes.

de la Force arabe de dissension (F.A.D.)

contre les forces de la République arabe syrienne. M. Dory Chamoun, secrétaire général du P.N.L. et fils du chef du parti, a déclaré vendredi que seuls le président du P.N.L. et lui-même « devaient être considérés comme les porte-paroles officiels du parti ». — (A.F.P.)

République fédérale d'Allemagne

LA SUPPRESSION DE L'ALIMENTATION FORCÉE des gérivistes de la faim dans les prisons de la R.F.A. a été demandée vendredi 17 février par l'opposition chrétienne-démocrate, dont les représentants ont déposé un projet de loi à cet effet au Bundestag. Cette proposition s'inscrit dans une décision prise en commun, il y a un peu plus d'un an, par les deux Chambres du Parlement ouest-allemand. Elle a été vivement critiquée par les sociaux-démocrates et les libéraux, qui ont notamment fait valoir à la C.D.U. et à la C.S.U., que, en abandonnant les privations de la faim à leur sort, les autorités ne feraient que « fabriquer des martyrs ». — (Corresp.)

Tchad

LE MINISTRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES du Tchad a accusé, vendredi 17 février, devant le Conseil de sécurité réuni à sa demande, les forces libyennes de « combattre ouvertement » aux côtés du Front sur le territoire tchadien. Selon une dépêche de l'Agence libyenne d'information, une rencontre « au sommet » entre les dirigeants tchadiens et libyens serait néanmoins à l'étude pour régler le différend entre les deux pays. — (A.P., A.F.P.)

Tunisie

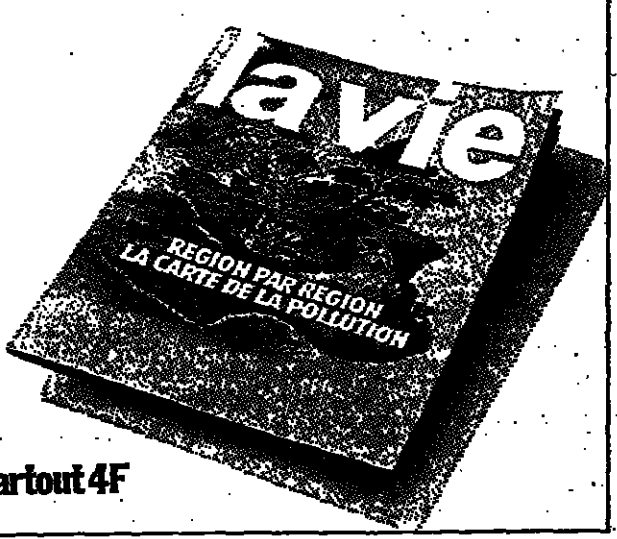
DOUZE LYCÉENS ET ÉTUDIANTS ont été condamnés jeudi 16 février, à des peines de un à six mois de prison par le tribunal correctionnel de Tunis pour incitation à la grève des cours et troubles dans les lieux publics. La grève, qui affecte toujours les facultés et les lycées, a été déclenchée le 6 février pour protester contre « le comportement du gouvernement lors de la grève générale et des incidents sanglants qui l'ont précédé ». — (A.F.P.)

M. HABIB CHATTY, ancien ministre des affaires étrangères qui avait dénoncé la sanglante répression du 26 janvier, s'est vu retirer par décret vendredi 17 février la dignité d'ambassadeur de Tunisie.

LE COUVRE-FEU instauré dans la capitale depuis le 26 janvier, a été réduit de trois heures. Il ne s'étendra plus que de minuit à 4 heures. L'état d'urgence demeure en vigueur dans l'ensemble du pays. — (A.F.P.)

Pollution: ça suffit!

Tout le monde parle de pollution; mais peu de gens savent en quoi elle consiste, ni à qui on la doit. Le secret est difficile à percer, parce que la réalité est complexe et parfois cachée. La Vie a mené une enquête de plusieurs mois auprès des organismes officiels, des écologistes, des scientifiques, des laboratoires privés; pour dresser, région par région une carte de France de la pollution. Une façon de dire à tous ceux qui polluent notre pays : ça suffit!



en vente aujourd'hui partout 4F

Mandarine

l'attentat d'Addis-Abeba en 1974 par l'aviation

CAMPAGNE NATIONALE CONTRE L'IMPERIATISME

La préparation des élections législatives

« Retenez-moi... »

Les heures, voire les minutes, précédant la clôture de l'enregistrement des candidatures (dimanche 19 février, à minuit) devaient être marquées par un certain suspense dans la majorité : ne s'étaient-ils pas lancés des avertissements teintés de menaces ? Vendredi, M. Jean Lecanuet, au nom du C.D.S., avait exhorté les gaullistes à retirer leurs candidatures « supplémentaires » (désignées le 15 janvier en réponse au projet de loi constitutionnelle de l'Union pour la démocratie française). Il avait laissé entendre qu'en cas de refus une « escalade » n'était pas impossible. Samedi, on apprenait que le parti républicain n'excluait pas, pour sa part, d'annoncer au dernier moment une dizaine de candidatures nouvelles et si le R.P.R. ne renonçait pas aux siennes, il était même question d'engager des représentants de la formation gaullienne « contre » M. Claude-Gérard Marcus, député R.P.R. de la 8^e circonscription de Paris, et, surtout, contre M. Yves Guéna, délégué politique du parti gaulliste, élu de la première circonscription de la

Dordogne. Dans ce dernier cas, le concurrent présent était M. Claude Guichard, ancien suppléant de M. Guéna à l'Assemblée nationale du C.D.S. et les radicaux paraissent animés des mêmes intentions. Samedi matin, celles-ci ne semblaient pas devoir être démenties.

De son côté le R.P.R., sans toutefois réagir officiellement, avait fait savoir qu'une riposte de sa part n'était pas exclue.

Une course de lenteur devait donc se jouer dimanche entre les formations de la majorité, chacune d'elles ayant intérêt à annoncer le plus tard possible d'éventuels nouveaux candidats afin que le « partenaire » n'ait pas le temps de riposter avant la clôture des enregistrements.

Toutefois, une grande part d'intoxication et de « chantage » pourrait fort bien entrer dans les manœuvres des uns et des autres et une ultime négociation, ne serait-ce que téléphonique, pourrait encore arriver les préparatifs en cours, jusqu'à, on le lancera des « Retenez-moi ou je fais un malheur ».

Le Front de résistance spirituelle a réuni trois mille personnes à la porte de Versailles

Le Front de résistance spirituelle, mouvement né du rassemblement des étudiants de Paris, sous la présidence de M. Pierre Debray, a réuni, à la porte de Versailles le 18 février, une manifestation de trois mille personnes. Ce meeting avait été annoncé en décembre dernier, lors du lancement du mouvement et de la décision de celui-ci de présenter deux cents candidats aux prochaines élections législatives, à partir d'une « charte d'écologie spirituelle » (le Monde du 6 décembre 1977).

Les dirigeants du Front avaient vu grand en louant une salle pouvant contenir dix mille personnes, et ce n'est pas un hasard si, organisé le jour même, le meeting a eu lieu à la porte de Versailles, dans lequel on peut

Cette manifestation, religieuse autant que politique, avec des prières et l'exposition du Saint-Sacrement, a permis aux participants de Pierre Debray de réunir leurs amis, aussi bien contre la « menace collectiviste » de la gauche que contre « la dégradation des mœurs et la destruction de la famille » opérées par le libéralisme avancé.

Une protestation de « Témoignage chrétien »

Sous le titre : France, prends garde de perdre ton âme, un tract a été diffusé par le Front de résistance spirituelle pour annoncer le rassemblement de la porte de Versailles, dans lequel on peut

A PROPOS D'UNE PAGE DE PUBLICITE

La publication dans le Monde du 18 février d'une page de publicité dans laquelle était annoncée une émission d'Antenne 2 consacrée à M. Jean-Jacques Servan-Schreiber, président du parti radical, a provoqué diverses réactions. La direction de l'information d'Antenne 2 a publié une déclaration dans laquelle elle s'excuse d'être associée à une page publicitaire, publiée à la demande de l'Union pour la démocratie française, annonçant la participation de M. Jean-Jacques Servan-Schreiber à l'émission « Samedi 24 » de 18 heures et intitulée « Les thèmes supposés du débat ». La direction d'Antenne 2 comprend que toute formation politique ait le droit d'informer le public de l'intention de ses responsables sur les antennes. Elle appelle en revanche qu'elle ne se laisse pas influencer par ses émissions et qu'elle est donc seule responsable du choix des sujets qui y sont abordés.

douze, rédacteur en chef du Témoignage chrétien clandestin, M. Georges Montaron, directeur de Témoignage chrétien, est responsable du journal chrétien de gauche dénonçant la « grave imposture » d'avoir pris comme titre du tract celui de l'Évangile pendant la dernière guerre, écriture M. Montaron et Mandouze. Pierre Debray veut tromper l'opinion, il cherche à détruire l'Église sur le terrain électoral qui n'est pas le sien et insulte gravement tous les militants de gauche qui veulent changer la société.

« En assistant dans ce tract le programme commun de la gauche au nazisme que nous avons combattu au nom des valeurs de l'Évangile pendant la dernière guerre, écriture M. Montaron et Mandouze, Pierre Debray veut tromper l'opinion, il cherche à détruire l'Église sur le terrain électoral qui n'est pas le sien et insulte gravement tous les militants de gauche qui veulent changer la société. »

Les tribunaux administratifs de Paris, Lyon, Dijon et Grenoble rejettent des candidatures d'appelés

Le tribunal administratif de Paris, statuant à la demande du préfet de Paris, a déclaré inéligible, vendredi 17 février, M. Jacky Mammou, candidat dans la 1^{re} circonscription de la capitale.

La même décision, intervenant après les arrêts rendus, dans les autres tribunaux administratifs d'Orléans, de Bordeaux et de Montpellier (le Monde du 18 février), a également été prise, vendredi, par le tribunal administratif de Lyon, statuant sur les candidatures de M. Dominique Péro (4^e circonscription du Rhône), Jean-Luc Gaspard (8^e circonscription) et Patrick Simon (3^e circonscription) tous trois actuellement sous les drapeaux. De même, nous indique notre correspondant, le tribunal administratif de Dijon a rejeté les candidatures de M. Claude Laval, de la Ligue communiste révolutionnaire, actuellement sous les drapeaux (1^{re} circonscription de la Côte-d'Or), Pierre-Marie Guinet, objet de conscience, candidat suppléant de M. Denis Clerc, candidat du Front autogestionnaire (2^e circonscription) et Paul Girard, objet de conscience, candidat P.S.U. dans la 1^{re} circonscription de l'Yonne.

M. DEBRÉ : pas de temps de parole R.P.R. à M. Barre.

M. Michel Debré, ancien premier ministre, député R.P.R. de la Réunion, a déclaré vendredi 17 février au micro de France-Inter : « Je souhaite que les leaders non R.P.R. de la majorité se rendent compte à quel point les Français sont las de ces discussions. Si certains, pour des raisons que je n'arrive pas à comprendre, sont en train de rompre l'unité de la majorité, c'est, à-t-il affirmé, qu'ils n'ont pas le sens de leurs responsabilités, et c'est malheureusement ce que je sens par moi-même. » M. Debré a souligné que le R.P.R. n'avait pas à céder à M. Raymond Barre une partie de son temps de parole à la télévision à la radio pendant la campagne électorale officielle, comme l'a suggéré M. Solson au nom du P.R. (le Monde du 18 février).

LE VOTE DES FRANÇAIS DE L'ÉTRANGER

L'affaire, pour ne pas dire le scandale, de l'utilisation du vote de Français de l'étranger continue de donner lieu à des commentaires.

M. de Guiringaud a défendu, une fois de plus, son administration : il a raison. Si elle a servi de « boîte aux lettres » et de facteur, c'est, malgré elle, d'ordre du gouvernement.

« L'affaire » n'est pas là. Elle tient :

Le Conseil d'État confirme l'annulation des opérations de révision des listes électorales de Montpellier

Le Conseil d'État a rejeté, vendredi 17 février, la requête introduite devant lui par M. Georges Frêche (P.S.), député, maire de Montpellier, après la décision du tribunal administratif d'annuler les opérations de révision des listes électorales de cette ville (le Monde du 17 janvier). Un conflit de compétence était apparu entre la commission spéciale du premier bureau de vote de la ville et la commission administrative générale chargée de dresser la liste des électeurs de la circonscription, à propos de l'inscription de certains électeurs français établis pour la plupart en Côte-d'Ivoire.

La commission administrative, présidée par M. Frêche, avait refusé six cents inscriptions de Français d'Abidjan au bureau de Montpellier-Polignac, contrairement à la décision antérieure de la commission « de base » chargée de dresser la liste électorale de ce bureau de vote.

Cette décision du Conseil d'État tranche deux questions. D'une part, elle admet la compétence de la juridiction administrative pour connaître, non pas du contenu de l'inscription ou de la radiation des électeurs sur la liste électorale, qui est du ressort de la justice judiciaire, mais de litiges relatifs à la régularité des opérations menées par les commissions électorales qui sont des organes administratifs. Le litige soumis par le préfet de l'Hérault au juge administratif concernait en effet, non le bien-fondé de l'inscription de tel ou tel électeur sur la liste, mais la question de savoir si la commission communale de Montpellier avait compétence pour reformer la liste arrêtée par la commission d'un bureau de vote.

La décision du Conseil d'État tranche également deux questions en précisant les attributions respectives des commissions de base chargées de dresser les listes électorales pour chaque bureau de vote et la commission centrale chargée de dresser la liste générale des électeurs de la commune.

Est-ce la commission de base ou la commission centrale qui a qualité pour opérer, en dernier ressort, les inscriptions ou les

Au vote d'une loi dont les initiateurs devaient savoir à quoi elle servirait :

— A la création simultanée d'une association de circonstance, le Rassemblement des Français de l'étranger, destinée à se servir de la loi ;

— A la collecte systématique et à la répartition des procurations dans les circonscriptions où la majorité est menacée.

L'affaire résulte donc de la conjonction d'une loi dont les parlementaires n'ont pas vu le piège - qu'elle contenait, de l'utilisation d'une administration qui, à deux ou trois exceptions près, s'est bornée à diffuser des documents officiels, et de l'action parisienne d'une association apparemment apolitique. C'est l'ensemble de ce dispositif, parfaitement monté mais éventé aujourd'hui, qui est en cause.

Rejets et validations

● BORDEAUX. — Le tribunal d'instance de Bordeaux a rejeté, jeudi 16 février, un recours de M. Marc Boef (P.S.), conseiller général et suppléant du candidat socialiste dans la première circonscription de la Gironde (Bordeaux I et II), visant la régularité de 210 demandes d'inscription émanant de Français de l'étranger sur les listes électorales de cette circonscription.

● BREST. — A la suite du recours formulé par le préfet du Finistère contre le rejet par la commission administrative de 313 demandes d'inscription émanant de Français de l'étranger sur les listes électorales de Brest, le tribunal de grande instance de Brest a ordonné, jeudi 16 février, la radiation de 60 demandes en provenance de Madagascar. Il a, en revanche, validé les 253 autres demandes.

● LE CREUSOT. — Le tribunal d'instance du Creusot (Saône-et-Loire) a confirmé jeudi 16 février la validité des inscriptions sur les listes électorales de cette ville de 338 Français résidant à l'étranger. Le 5 janvier dernier, la commission administrative, présidée par le maire socialiste du Creusot, M. Dufour, avait accepté 368 demandes, dont 338 émanant du Maroc, et en avait rejeté 44 émanant de ce pays.

Cette décision avait fait l'objet de deux recours : l'un de Français dont les demandes d'inscription n'avaient pas été retenues, l'autre de deux élus socialistes, qui protestaient contre les 338 inscriptions du Maroc. Ce sont ces deux recours que le tribunal a rejetés.

Il reste à connaître les suites de la plainte qu'avait déposée au début de l'année (le Monde du 7 janvier) M. Dufour.

● PARIS (11^e arr., 9^e circ.). — Le tribunal d'instance a ordonné la radiation de 12 inscriptions, alors que Mme Vendard (P.C.) en contestait 68. Cinquante-six inscriptions ont été validées.

Une lettre de M. Pöcher

M. Alain Pöcher, président du Sénat, nous écrit :

Dans le Monde du 14 janvier dernier, sous le titre « Tricheries », vous avez critiqué la façon, selon vous hâtive et superficielle, dont le Parlement a étudié et adopté la loi relative au vote des Français de l'étranger.

Pourtant, la possibilité ouverte à ces Français de s'inscrire dans des villes de plus de 30 000 habitants, sous réserve d'un plafond de 3 % des inscrits, a été expliquée au Sénat en détail, les 7 et 21 juin, à l'Assemblée nationale le 28 juin, et les deux Assemblées ont encore revu le texte pour accord définitif le 30 juin.

Il n'y a eu dans ces débats ni précipitation ni même hâte. Des exemples chiffrés ont été présentés en détail. Ce que vous qualifiez de « piège » que le Parlement n'aurait pas aperçu ne le concerne en aucune façon puisqu'il s'agit de l'application des dispositions réglementaires du code électoral relatives aux procurations. Le législateur ne peut intervenir dans ce domaine que par des lois de gouvernement et de fonctionnement de l'administration, et les Assemblées ont respecté cette séparation des pouvoirs.

CARNET

Visites et conférences

LUNDI 20 FÉVRIER

VISITES GUIDÉES ET PROMENADES : 10 h, musée de la Ville de Paris : « La mosaïque ». 15 h, 5, rue de la Source, Mme Pannetier : « L'abbaye bénédictine Sainte-Marie ». 15 h, et 17 h, 21, rue Notre-Dame-de-Victoire, Mme Thibaut : « Les ordres monastiques Saint-François et les Frères mineurs » (Caisse nationale des monuments historiques). 15 h, musée de la Ville de Paris : « Les rénovations du Marais » (A travers Paris). 16 h, 30, 4, rue de la Vierge à Versailles : « Peinture flamande » (Art et histoire). 16 h, musée du Louvre, porte Barbès de Joly : « Classiques et romans français » (Histoire et archéologie). 19 h, 187, rue Saint-Jacques : « Gravures et techniques de la taille-douce dans les ateliers d'un siècle » (Connaissance d'ici et d'ailleurs). 19 h, 30, 107, rue de Rivoli : « Restauration, Louis-Philippe et Napoléon III ». 19 h, Grand Palais : « Le siècle de Zola » (Paris et son histoire). 19 h, 2, rue de la Source : « La Source (Tourisme culturel) ». CONFÉRENCES : 14 h, 44, Institut de France, 33, quai Conti, M. Didier Anselme : « L'Université entre les groupes et le directeur des groupes ». 19 h, 58, rue Rambuteau, MM. R. Vaire, J. Comte, J. Monnier : « Les Halles qui n'existent pas et celles qui pourraient exister » (PARPA). 20 h, 15, rue Jean-Jacques-Rousseau, M. Pierre Vernet : « Une et deux Américains Collège, 65, quai d'Orsay, M. Albert Meunier : « Pour donner un sens nouveau à votre vie » (Esprit et Vie).

Décès

— Les familles Bontemps, Beau et Pujade ont le deuil de faire part du décès de son père, M. Albert BONTÉPES, survenu le 11 février 1978, à Nice.

— M. et Mme Pierre Acis, M. et Mme Jean-François Mourimont et leur fille, M. et Mme Jean-Christophe Acis et leur enfant, M. François-Denis Acis, M. et Mme Dominique Acis, ont le deuil de faire part du décès de leur père, M. Henri FLAMENT, ancien élève de l'École polytechnique, directeur honoraire à la S.N.C.F., des Amis de Samois, officier de la Légion d'honneur, croix de guerre 1914-1918, médaille d'or de l'éducation physique, endormi dans la paix du Seigneur le vendredi 17 février au domicile de ses enfants au Puy.

— Les obsèques seront célébrées le mardi 21 février 1978, à 15 h, 45 précises, en l'église Saint-Louis d'Antin, 61, rue de la Harpe, Paris (5^e). Inhumation au Père-Lachaise.

— M. et Mme Pierre Acis, Résidence Bernadotte, 78230 Le Pecq.

— M. Pierre Koch, M. Gérard Koch, M. et Mme Mark Mortimer et leurs enfants, M. Marcel Koch, ont le deuil de faire part du décès de leur père, M. Pierre KOCH, ingénieur général des ponts et chaussées (S.R.), directeur honoraire à la préfecture de Paris, commandeur de la Légion d'honneur, croix du combattant volontaire.

— Les obsèques religieuses ont été célébrées le 17 février 1978 dans l'intimité familiale.

— M. et Mme Jacques Meldenker, ses enfants et petits-enfants, les familles Meldenker, Pipheon, Guichard, Hertz, Bernadette, Henry, Frère, Lemaire, belle-mère, beaux-frères, belles-sœurs, neveux, nièces, ont le deuil de faire part du décès de leur père, M. Jacques MELDENKER, survenu à son domicile le 17 février 1978 dans sa soixante et onzième année.

Messes anniversaires

— Pour le premier anniversaire du rappel à Dieu de M. RICHARD, née Grace Carthew-Yorston, M. Charles Belgrand et ses enfants demandent à leurs amis de faire part de la messe qui sera célébrée mardi 21 février, à 19 heures, en l'église Saint-Jean-Baptiste de Neuilly.

A LOUER

Immeuble PARIS (19^e) périphérique 3 minutes METRO 2 minutes SURFACE : 1 500 M2 Prix : 180 F le m2 Bail 3/6/9 années. Objet tous commerces ou industries. Confort, chauffage central, ascenseur moderne, monte-charge, stand 5 lignes, 30 postes intercommunications. Salle forte, parking, voir privée, air liquide. Accueille 20 bureaux - grande surface stockage ou fabrication, etc.

S. KIMEL

5, rue Condorcet - PARIS (9^e). Tél. : 878-97-52.

A L'HOTEL DROUOT

Vente

S. 1 - Art 1900. S. 5 - Monnaies. S. 6 - Siamaises japonaises. S. 9 - Tabl. mubles anc. Extr.-Or. S. 12-13 - Balthus, Mal Soult, due de Dalmade. Livres anc. et romans. Art militaire, voyages, topographie, mémoires Histoire de France.

EXPOSITIONS

S. 11 - Stages, meubles anc. et style. Tableaux anciens et XIX^e. S. 14 - Bijoux, obj. vitrine, argent.

EXPOSITION

Coll. M. S. Obj. d'art, sièges et meubles XVII^e et XVIII^e. Très rare réunion boîtes en or et porcel. prov. princ. de la Coll. M. D.

VENTE à AVIGNON

NOUVEL HOTEL DES VENTES 14 bis, rue Guillaume-Fay. Tél. (09) 55-35-35. TRES BELLE VENTE Samedi 25 février, à 14 h 30 : MONNAIES (Expert M. JOOS). Expos. vend. apr.-m. et sam. mat. Dimanche 26 février, à 14 h 30 : BEAU MOBILIER XVIII^e ANCIENNES XVII^e et XIX^e BIJOUX ANCIENS TABLEAUX - ARCHÉOLOGIE Expos. jusqu'au samedi 26 heures M. M. ROURE Commissaire-Priseur

« Indian Tonie » de SCHWEPFES.

Le véritable « Tonie » depuis plus de cent ans.

POLITIQUE

La préparation des élections législatives

LES PARTIS ET L'ÉDUCATION

A gauche, des programmes plus élaborés

L'avenir de l'enseignement privé est apparu ces derniers mois comme l'enjeu essentiel du débat électoral en matière d'éducation. Le lent cheminement du plan socialiste sur ce point y a largement contribué, et la majorité a fait de la « liberté de l'enseignement » un cheval de bataille. Mais la querelle scolaire a perdu de sa vivacité, d'autant plus que les partis de gauche ont nuancé leur opposition à l'enseignement privé. Si le P.C. et le P.S. maintiennent le principe de l'« intégration » au service public des établissements privés, il n'est plus question que de mesures progressives et négociées.

Mais d'autres choix séparent les partis de gauche et ceux de la majorité, même si, à la première lecture, leurs programmes se ressemblent.

Tous, par exemple, attachent une grande importance à l'égalisation des chances. Mais cette notion recouvre des réalités bien différentes. La conception de la vie des établissements scolaires est ainsi la marque de ceux de la majorité. Alors que les premiers souhaitent la participation de tous les usagers à la gestion des établissements, les partis de la majorité accordent la prépondérance de l'autorité à l'administration.

L'accord entre partis qui se rangent du même côté n'est pas sans nuire sur tous les points. Ainsi, à gauche, seul le P.C. reste ferme sur la prolongation de la scolarité obligatoire à dix-huit ans, tandis que socialistes et radicaux de gauche parlent plus volontiers de niveau minimal de qualification. Du côté de la majorité, où l'on

soutient volontiers l'idée d'alternance entre les études et la vie active, les partis sont partagés sur la loi Boyer qui permet à des jeunes d'entrer en préapprentissage à quatorze ans.

En fait — et c'est un aspect de plus qui sépare la gauche de la majorité — toutes les formations politiques n'ont pas réfléchi avec la même application aux problèmes de l'éducation. Du côté de la majorité, seul le R.P.R. y a consacré un long rapport et une journée de travail (« le Monde » du 15 novembre 1977), tandis que ses partenaires se contentent d'un chapitre dans leur projet, plus global, de gouvernement.

À gauche, le programme du P.S., longuement préparé, est sans doute le plus complet puisqu'il

concerne tout l'édifice scolaire. Le P.C. se réfère à la proposition de loi qu'il a déposée en 1973 à l'Assemblée nationale. Quant aux radicaux de gauche, ils se sont surtout intéressés à un aspect de l'éducation, certes capital, puisqu'il s'agit de la formation des maîtres.

Il n'est guère surprenant que les partis de gauche aient, plus que les autres, approfondi leur réflexion sur l'éducation. Ils comptent en effet beaucoup d'enseignants parmi leurs militants. C'est d'ailleurs à la fois un avantage pour étudier un dossier aussi technique, et un frein dans la mesure où les mêmes enseignants sont aussi des militants syndicaux. La Fédération de l'éducation nationale et son syndicat des instituteurs, proches des socialistes, ont, par exemple, chacun leur projet éducatif.

● NEUTRALITÉ

P.C. : éducation nationale laïque, sans aucune connotation religieuse ou doctrinale, mais respectant toutes les options et croyances et rendant compte des principes de l'éducation d'idées. Information politique des élèves volontaires à l'extérieur des classes et des programmes. Éducation religieuse sous la responsabilité des Églises, en dehors de l'école.

P.S. : la laïcité exclut tout endoctrinement, toute « idée d'école officielle », mais doit permettre une « conscience critique de la société ». La dimension politique a sa place dans les sciences humaines dans « un cadre libre et pluraliste ».

M.R.G. : pluralisme interne à l'éducation nationale. Éducation civique et politique par le développement de l'esprit critique.

R.P.R. : école doit demeurer un « espace neutre ». La neutralité et le pluralisme s'y imposent. L'éducation a aussi pour mission d'inculquer « l'amour de la patrie et le respect des lois », de former « des citoyens à même de vivre en paix entre eux mais prêts à défendre leur communauté ».

P.R. : développer l'« œil du sens critique et les capacités d'expression ». Pas de « politique partisane » sur les faits. Élaboration d'un code de déontologie des enseignants.

C.D.S. : initiation aux problèmes économiques et sociaux. Apprentissage de la démocratie dans le respect des opinions de chacun et formation du citoyen pour lui montrer sa place dans la famille, la commune, la patrie, l'Europe et l'humanité.

● ENSEIGNEMENT PRIVÉ

P.C. : les établissements percevant des fonds publics seront « en règle générale, intégrés au nouveau service public de l'éducation nationale ». Toute spoliation est exclue. Un délai sera accordé aux établissements confessionnels pour opter entre la nationalisation et le financement par les seuls fonds privés.

P.S. : refus du dualisme scolaire. Intégration « en règle générale » des établissements percevant des fonds publics. Les établissements restent en l'état. Intégration « progressive et négociée ». Première étape : suppression du contrat simple et choix entre le contrat d'association modifié et le retour au contrat.

M.R.G. : suppression des contrats simples. Généralisation des contrats d'association. Intégration progressive et négociée.

R.P.R. : liberté de choix des parents et maintien de l'aide de l'État. Reconnaissance du concours de cet enseignement au service public pluraliste et de la « légitimité ».

P.R. : inscrire la liberté de l'enseignement dans le préambule de la Constitution « au même titre que la laïcité ». Revaloriser le forfait d'entretien.

C.D.S. : maintien d'un enseignement privé qui soit « organisationnellement contrôlé ». Nécessité de donner à la liberté de l'enseignement « les moyens matériels de s'exprimer ».

● LES AGES DE LA SCOLARITÉ

P.C. : l'école « fondamentale unitaire » comprend l'école maternelle (à partir de deux ans si les parents le demandent), le « tronc commun » des collèges (neuf niveaux jusqu'à l'achèvement du cycle terminal du second degré) (sections générales et professionnelles). À terme : prolongation de la scolarité obligatoire à dix-huit ans.

P.S. : « école de base » en trois séquences : éducation préscolaire (à partir de deux ou trois ans), « cycle fondamental » (neuf niveaux, tronc commun), « cycle polytechnique ». Le but est d'atteindre tous les jeunes au moins au niveau V (niveau qualifié). Le lycée conduit à trois baccalauréats. Dans une première étape, maintien des collèges techniques. Prolongation de fait de la scolarité jusqu'à dix-sept ans.

M.R.G. : scolarité obligatoire jusqu'à dix-sept ans ou dix-huit ans. Principale innovation : intégrer la classe terminale à l'enseignement supérieur. Afférence entre les études et la découverte des professions pendant les deux dernières années du secondaire.

R.P.R. : pas de prolongation de la scolarité obligatoire, mais encouragement à « l'auto-enseignement » de la scolarité après seize ans. L'admission en maternelle avant trois ans doit rester « exceptionnelle ».

P.R. : développement des options au lycée dès la seconde et généralisation en terminale. Enseignement professionnel favorisant l'alternance pour « les élèves des collèges redoublés par les études générales ».

P.S. : application de la réforme Haby (collège unique). Proposition supplémentaire pour réhabiliter le travail manuel.

C.D.S. : aucune modification du parcours scolaire. Insister sur la « qualité » de l'enseignement plus que sur ses structures.

● STATUT ET FORMATION DES MAÎTRES

P.C. : corps unique de titulaires pour tous les maîtres de l'école fondamentale. Formation dans des centres pédagogiques universitaires quatre ans pour préparer une maîtrise et acquérir des éléments de pédagogie, plus un an de formation professionnelle avec stage. Suppression des auxiliaires, allègement progressif du service, nouvelle grille indiciaire.

P.S. : corps unique à l'école de base mais quatre types de fonctions : maîtres de l'enfance, polyvalents, bivalets, spécialistes. Recrutement par concours dès la fin de l'école de base, ou en cours d'études, ou après cinq ans d'activité professionnelle. Formation (quatre ans, plus un an de stage) dans des centres universitaires et dans des antennes locales.

M.R.G. : recrutement des instituteurs à « base deux ». Maître unique au cours préparatoire, semi-spécialisé ensuite. Pour le second degré, recrutement à « base plus quatre ». Pas de cadre unique. Crée tous les métiers. À terme, en catégorie A. Formation professionnelle au sein de collèges universitaires ayant des antennes départementales.

R.P.R. : simplification des catégories sans unification. Maintien d'un « certain volant d'enseignants », mais leur statut, instituteur, maître, professeur, est fixé dès le début de la formation (enseignement universitaire-stages) : revalorisation « importante » de leur situation matérielle. Maîtres du second degré : formation scientifique universitaire et pédagogique « sous le contrôle des praticiens du second degré ». Licence pour les « bacheliers » (collèges), maîtrise pour les « certifiés » (lycées). Maintien de l'agrégation. Décler les inaptitudes « avant qu'il soit trop tard ».

P.R. : revaloriser la condition enseignante au moyen de primes, du relèvement des indices de début des primes à faible taux d'intérêt pour les débutants. Diminuer les horaires. Supprimer « totalement » les auxiliaires.

C.D.S. : « La qualité d'enseignant des enseignants doit être vérifiée au même titre que la qualité de leur formation ». Création d'instituts pédagogiques départementaux pour les maternelles et le primaire, régionaux pour le secondaire, nationaux pour le supérieur.

● VIE DES ÉTABLISSEMENTS

P.C. : dans chaque établissement, conseil de gestion où sont représentés l'administration, le personnel, les parents et les élèves. Les collectivités locales reconnaissent au droit syndical aux lycées.

P.S. : école gérée de la base au sommet « par ses usagers et ses traversiers ». À l'échelle des élections aux conseils et comités de parents.

M.R.G. : gestion tripartite. Pouvoirs réels aux conseils d'administration.

R.P.R. : renforcer la responsabilité et l'autonomie des établissements. Assurer « la régularité des élections aux conseils et comités de parents ».

P.R. : comités de parents dans les écoles et conseils dans le second degré tels qu'ils sont définis par la réforme Haby.

● ÉGALITÉ DES CHANCES

P.C. : pas de filières, en cas de difficultés, cours de rattrapage et de soutien. « Journée prolongée, gratuite et volontaire » pour les enfants qui n'ont pas de bonnes conditions de travail chez eux. Éventuellement : classes d'attente pendant une durée limitée. Gratuité des livres, fournitures et transports scolaires. Aide financière attribuée sur critères sociaux pour remplacer les bourses.

P.S. : école « intégrative » au profit des « exclus ». Priorité à la petite enfance pour la correction des handicaps. Au « cycle fondamental », ni filières ni orientation, mais soutien aux enfants en difficulté. Gratuité des livres, fournitures, transports, activités d'éveil. Allocation d'études « ou de professionnelle » du lycée.

M.R.G. : pédagogie de soutien aux moins favorisés. Pas de sélection précoce et définitive. Pas de filières, nombreuses entre types d'études.

R.P.R. : éducation commune pendant toute la scolarité obligatoire avec enseignements de soutien, comme le prévoit la réforme Haby. Mais refus de « freiner les plus rapides et les plus aptes », et de contraindre les « vocations précoces » professionnelles. Dépistage des handicaps dès l'école primaire. Accroissement mais attribution plus sélective des bourses. Gratuité progressive des manuels et des transports.

P.R. : consolider l'enseignement de soutien mis en place par la réforme sans abaisser la qualité de l'enseignement. Gratuité des manuels.

C.D.S. : multiplication des écoles maternelles avec un personnel qualifié, « dans un souci de correction des inégalités naturelles ». Adaptation au rythme de chaque enfant.

● ORIENTATION

P.C. : maintien « pour une période transitoire » de l'apprentissage et des classes professionnelles. « Éducation technologique pratique » pour tous au tronc commun. Puis choix entre les sections « générales » ou « professionnelles » du lycée. Les lycéens reçoivent une partie de leur formation technologique en entreprise. Aucun examen avant l'âge de dix-huit ans.

P.S. : apprentissage appelé à disparaître « sauf pour certains métiers artisanaux ». Relations plus étroites avec les entreprises. Orientation en fonction d'une « planification » des études. Les élèves choisissent au lycée entre enseignement général et enseignement technologique.

M.R.G. : information sur les carrières dans le premier cycle, préparation à la vie dans le second. Pas de préapprentissage avant l'âge de seize ans.

R.P.R. : développer les activités manuelles au collège. Maintien des enseignements préprofessionnels, alternés ou à temps plein. C.A.P. en deux ans au lieu de trois. Renforcement de l'enseignement agricole. Systèmes d'options « souples » pour l'orientation au lycée. Contacts entre lycéens et entreprises.

P.R. : ne pas orienter de trop bonne heure. Application de la réforme Haby. Encourager le goût pour le travail manuel. Centre de préapprentissage à quatorze ans. Pour l'alternance mais pas avant la classe de troisième.

C.D.S. : de nouvelles réformes seraient « non crédibles ».

LES PARTIS ET LES « VERTS »

Une « écologisation » en bonne voie

L'association S.O.S. Paris vient d'organiser un questionnaire, remis aux partis politiques, concernant l'environnement, le cadre de vie et la qualité de la vie. Face à deux porte-parole du Collectif Écologie 78, MM. Brice Lalonde et Jean-Claude Delarue, les représentants du M.R.G., du P.C., du C.D.S., du P.R. et du R.P.R. ont tenté, non sans difficulté, de faire admettre au public, composé d'écologistes, que chacune de leur formation ferait la meilleure place aux revendications des « verts ».

M. Brice Lalonde a mis en garde l'auditoire contre « le double écueil » qui se dresse, selon lui, devant les écologistes candidats aux élections : celui de la politique professionnelle et celui du militantisme professionnel. Surtout, il a estimé que « les élections, quels que soient les résultats, ne changeront rien ». À ses

de leurs partenaires de la gauche, avant que les négociations sur l'actualisation du programme commun ne soient interrompues, les écologistes ont demandé, notamment en ce qui concerne le « nouveau plan de lutte » contre la pollution et les nuisances, qu'il comporte les mesures suivantes : priorité donnée aux systèmes de recyclage et aux procédés de production non polluants et création dans chaque région d'un institut d'analyse et de contrôle des pollutions. M. Daniel Auger, qui les représentait face aux écologistes, a jugé le questionnaire « dangereux », car il accreditait l'idée que « des réponses ponctuelles permettraient de débloquent le système, alors qu'il faut s'attaquer aux causes du mal, non à ses effets ». Les radicaux de gauche constataient,

en effet, les changements ne peuvent procéder que de « l'action quotidienne et permanente des citoyens et de leurs associations ».

Quant à M. Delarue, il a dénoncé « l'incapacité de tous les partis », qu'il estime coupables d'appliquer, en matière d'urbanisme notamment, un « véritable programme commun contre la région parisienne ».

Si le P.C. exultait de renoncer à l'énergie nucléaire, c'est au nom de l'indépendance nationale et de son « sens des responsabilités ».

J.-M. COLOMBANI.

LE R.P.R. PROPOSE LA CRÉATION D'UNE BANQUE NATIONALE DE L'ENVIRONNEMENT

Le R.P.R. publie ses propositions pour une nouvelle politique de l'environnement. Dans un document qui trace d'abord le bilan de l'action déjà menée par les pouvoirs publics et par le Parlement, le mouvement gaulliste présente des propositions nouvelles en nombre important : seize concernant l'« amélioration du milieu ambiant », treize la « protection des espaces naturels », dix-neuf l'« urbanisme et les transports », et huit l'aménagement du temps.

Ainsi, le R.P.R. propose d'établir la carte des zones bruyantes autour de certains équipements, une taxe parafiscale sur la vente des avions, l'imposition de normes plus strictes. Il suggère, par exemple, l'adoption d'un plan systématique en vue de rétablir

la propriété en créant une « banque des déchets », en développant les systèmes d'alerte pour la pollution atmosphérique, en multipliant les stations d'épuration d'eau et en indiquant sur les quittances aux particuliers la qualité sanitaire de l'eau du robinet.

Surtout le projet prévoit trois grands moyens d'action : le renforcement des moyens des collectivités locales et des associations, ainsi que la création d'une « banque nationale de l'environnement ». Cet établissement financier jouerait, pour l'écologie, le rôle du Crédit agricole pour l'agriculture. Il serait, pour les entreprises, les collectivités locales et les associations, la source privilégiée de leurs charges et de leurs initiatives.

Dans le programme commun

« La lutte contre la ségrégation sociale » étant « la question prioritaire », gratuite et aide sociale seront garanties aux familles. Tous les enfants de deux à six ans devront pouvoir entrer à la maternelle. Un système diversifié de rattrapage et de soutien sera institué à tous les niveaux. Le dépistage et le soin des handicaps seront pris en charge à 100 % par la Sécurité sociale.

Du cours préparatoire à l'actuelle classe de troisième incluse, les élèves recevront un enseignement fondamental commun avec une large gamme d'options (ce sera le « tronc commun », puis trois années d'enseignements « généraux » et professionnels avant l'entrée dans la vie active ou dans l'enseignement supérieur. La scolarité obligatoire sera progressivement prolongée jusqu'à dix-huit ans.

Un maître unique polyvalent continuera provisoirement d'enseigner depuis la maternelle jusqu'au C.M. 2, mais divers spécialistes interviendront (langues vivantes, éducation physique, artistique, etc.). Tous les maîtres de l'école maternelle,

du tronc commun, du second cycle général et professionnel appartiendront à un corps unique d'enseignants. Leur formation scientifique et culturelle, théorique et pratique sera assurée dans des centres universitaires.

Une gestion tripartite des établissements « associera les représentants des pouvoirs publics, des personnels et des divers usagers ».

Les établissements privés percevant des fonds publics seront « en règle générale nationalisés ». Ainsi sera constitué un « service public, unique et laïque ». L'éducation nationale respectera rigoureusement toutes les croyances, toutes les options philosophiques. Elle n'enseignera pas de « philosophie officielle ». Tous les parents pourront faire donner à leurs enfants, en dehors des locaux scolaires et sans le concours des fonds publics, l'éducation religieuse ou philosophique de leur choix.

L'éducation n'a pas occupé une place importante lors des travaux d'actualisation du programme commun en 1977.

Bâtir l'Europe de la qualité de la vie

Ainsi M. Patrick de Savvsky (R.P.R.), conseiller de Paris, a développé les cinquante-six mesures nouvelles pour l'écologie élaborées par une commission ad hoc présidée par M. Roland Nungesser.

Du côté des giscardiens, on considère que le combat écologiste mérite un effort, ne serait-ce que parce qu'une partie de l'électorat écologiste modéré est « récupérable ». De plus, il existe des responsables du P.R., tel M. Jean-Louis Berthet, proche collaborateur de M. Jean-Pierre Soisson, pour considérer l'écologie dans sa double dimension de défense du cadre de vie et de rejet



UN U

CE PETITES DIFFÉRENCES

ROLAND JACQUIN

AN

La presse des jeunes

PIERRE VIANSSON

DOF

DOF



Monde aujourd'hui

SEIZE ANS

UN UTOPISTE

DANS ton bureau, demande l'adolescent de seize ans, avec tes collègues, vous parlez souvent des grands problèmes ?

— Quels grands problèmes ?

— Eh bien, la faim dans le monde, la désertification, le déboisement, les sept cent cinquante millions de sous-alimentés...

— On en parle de temps en temps.

— Oui, ce n'est pas le fond de vos conversations.

REGARDS

Ces petites différences

DANS le miroir, ce jeune débile qui s'est trompé de ligne et qui interpelle anxieusement les passants pour savoir à quelle station il doit descendre. On lui répond avec sollicitude, on lui explique avec patience, on lui dit que c'est normal, que c'est un jeune homme, que c'est un jeune homme, que c'est un jeune homme...

— Notre narcissisme, votre notre « bon », se nourrissent de ces petites différences qui nous confortent dans notre identité et nous rassurent dans notre milieu. « Tu t'imagines contre la violence et tu n'es qu'un pot ! », ainsi Wilhelm Reich éprouvait-il déjà le « petit homme ».

ROLAND JACCARD.

— Qu'est-ce que tu veux, nous sommes des salariés. Mon patron veut bien que je m'occupe de la faim dans le monde, mais de préférence après les heures de travail. Tu comprends ?

Il ne répond pas. Il rigole. Ses cheveux en broussaille lui balancent les épaules. Il a l'air d'un jeune Christ aux yeux bleus, moins la barbe. Il porte son jean quotidien, celui dont les trous sont si nombreux qu'on ne compte plus les pièces multicolores qu'il a cousues lui-même pour l'empêcher de mourir. Pas de jean neuf, ah ! surtout pas...

Le père relance la balle : « Tu es peut-être une solution pour la faim dans le monde ? »

— Il y en a une. C'est simple. D'abord il faut faire une information beaucoup plus totale que maintenant et puis, quand les gens auront compris, il faut créer une donation. Dans tous les pays industrialisés.

— Autrement dit, tu vas appauvrir les Français, les Suisses, les Canadiens, les Allemands pour essayer d'enrichir les Maliens, les Égyptiens, les Péruviens, etc. Les vases communicants ?

— Normal. Et si l'information est partout, ils marcheront.

— Et s'ils ne marchent pas, ou s'ils donnent cinquante centimes ?

— Tant pis pour eux. On ne doit rien imposer à personne. Il termine ses études dans un lycée agricole de province. Ensuite, quand il sera devenu un

T.S.M.A. (technicien supérieur du machinisme agricole), il partira au gré du vent proposer sa science et sa bonne volonté aux pays désertifiés. L'argent, l'ascension, les objets ne sont pas pour lui. Il luttera contre la désertification, le déboisement, les « surpâturages », les « cultures sur brûlis », etc. Il en connaît un rayon sur tous ces sujets. Il sera au service des paysans jusqu'à la mort ou à gauche. Mais, en partant, il n'oubliera pas sa guitare ni les cassettes des Pink Floyd. Comme il dit, « c'est pas plus bête ».

« Alors, continue le père, voilà les Français, les Danais, les Belges, qui revendent leurs voitures, leurs télé, leurs bateaux, leurs motos, leurs fermettes, leurs skis ou quelquefois leurs chemises pour... »

— Normal. Neuf cent cinquante millions de sous-alimentés.

— Et dans l'enthousiasme général, de P.O.S. au P.D.G. ? Tu es un utopiste, un généraliste utopiste.

Il secoue sa chevelure comme un poney et il conclut paisiblement :

« Si je réussissais à convaincre un mec, un seul mec, qu'il faut qu'il aille tout donner pour empêcher un Tchadien de crever tout nu, je n'aurais pas perdu ma vie, même si ça me prend des années. »

Seize ans, l'âge qu'on ne devrait pas quitter.

OLIVIER RENAUDIN.

ELECTIONS

Le temps des préaux

Il faut être à l'écoute de la rue en cette période de fébrilité présidentielle. Alors cet homme d'une cinquantaine d'années qui déclare que « de son temps » la vie politique avait du charme parce qu'elle se déroulait sous les préaux d'école, sur les places publiques, dans les bistrot, on le voit monter sur des estrades de bois au milieu des banderoles. Mais surtout les écoles étaient le lieu privilégié de la vie publique : on argumentait ferme dans les cours, dans les salles de classe, mais surtout sous les préaux. Là se tenait le vrai forum politique.

« Aujourd'hui, leur tribune c'est le télé, leur podium, le petit écran. On est là, tout seul, devant son récepteur, un tête à tête avec leurs élocutions mimiques. Ou alors, il faut subir leurs grandes affiches publicitaires, comme les marques de lessive ou comme le recyclage immobilier. D'ailleurs, vous avez vu le façon dont ils présentent leurs produits ? Tout est bon : le bon choix, le parti du bon sens... »

« Soyons juste, intervient un militant, nous répétons aussi un bon programme commun, une bonne actualisation... faisons notre auto-critique. »

— Bien sûr, bien sûr, mais ce que j'en disais, c'était simplement pour faire comprendre qu'on en a assez d'entendre ce qu'on a, de recevoir ce qu'on a, de tout se faire offrir sur un plateau, d'être matraqué de tous côtés. On a envie de discuter entre nous, dans les rues, dans les quartiers, dans les cafés, dans les écoles. Décidément, le temps des préaux avait du bon. »

RAYMOND JEAN.

TÉMOIGNAGE

Alors, c'est ça l'amour maternel ?

TU es là, devant moi, allongée sur le tapis. Tête levée, tu me souris de toute ta petite bouche sans dent. De ces sourires attendrissants qui te font ressembler, à mon grand désespoir, à Raymond Barre.

Signe de joie, tu bats frénétiquement des ailes. En équilibre instable sur le ventre, tu rames avec tes bras, tu rames avec tes jambes, mais tu ne comprends pas que ton petit derrière, et ma présence, l'empêcheront toujours de s'enlever. Bébé-bleau, depuis huit mois que tu existes, le moindre de tes élans n'a cessé de m'émerveiller.

Tu es là, ma tendresse. Dans cet amour où tu m'entraînes, jour après jour, je me noie lentement. Je m'use et je meurs en douceur à force de t'aimer. Et, de peur de te noyer à ton tour, je me tais. Je te regarde et je me fonde en toi en silence.

Alors, c'est ça, l'amour maternel ? Il m'a fallu vingt-six ans pour découvrir... cette douleur.

Pourquoi es-tu née ? Pourquoi n'es-tu pas demeurée toute ta vie dans mon ventre ? Dans ce temps que je t'ai senti battre, tu étais heureuse et sûre de la raser. Et moi, l'état euphorique, l'extase, l'extase que j'en divaguais... Je te promettais partout, dans les cafés, les rues, les cinémas, le métro. Les gens les plus laide me semblaient beaux. Les plus mesquins m'ouvraient les bras. A nous deux, je n'avais peur de rien.

En huit mois, tu as réussi cet incroyable tour de force : me reconstruire avec ce qu'on appelle « la condition féminine ». Aucun homme ne verra jamais son ventre onduler soudain comme un serpent, ne goûtera cette drogue qu'est de porter un enfant. Il ne pourra pas même l'imaginer. Comment décrire un petit coup, un pincement, un hoquet ? Les mots sont inadéquats, presque inadéquats. Expliquer les sentiments qui envahissent une femme, dans ces moments-là, est aussi difficile que de tenter de définir une couleur ou un organe.

Ton attitude, bébé-bleau, m'a donc reconstruite avec moi-même. Mais ta naissance, elle, m'a brouillée à mort avec la vie. Quelques heures après ton premier cri, je t'ai compris. Mais il était trop tard. Irrémédiablement trop tard. Entre la vie et moi s'était engagée une bataille sans merci. Et d'emblée je me savais vaincue : tu étais là, l'étalon perdu.

Avant toi, je me croyais imprévisible, inépuisable. La vie avait beau me trapper de temps en temps, comme elle frappe chaque, je rebondissais, toujours indienne d'états et essouffée. Aucune épreuve, pas même la mort, ne pouvait m'empêcher de lui faire front, de la rarguer.

Mais maintenant, elle me tient. Par un chantage incessant, épuisant. Avec toi, par toi. Chaque des souffrances qui t'attendent. Je hurle intérieurement à tes images. A cause de toi, déjà, je me sens mère des enfants de la Terre entière. Dans les cafés, les rues, les cinémas, le métro, c'est toi à présent que je vois à travers tous les petits visages sans joie, les yeux ternes, les regards vides.

Devant ces appels sans espoir, ces corps recroquevillés, j'ai honte, j'ai peur... Pour eux, pour toi. Petite fille, c'est à partir de toi que j'ai dit non au monde.

Bébé-bleau, tu me souris avec confiance, sans t'étonner une seule seconde de mon silence. Pour toi, tu es sûre de la tendresse, la pitié, la pitié, l'amour qui t'entourera. Tu es sûre de toi, et sûre de moi. Pourtant, tu ne le sais pas, mais bien souvent il me vient la tentation de Faust. J'ai envie, mon ange, de pactiser avec le diable. Je lui vends ma vie, mon âme, pour l'éternité. Ton bonheur assuré en échange.

Méphisto, le attends. Comme une défricheuse. Le jour où tu m'emporteras, mon chéou, peut-être, s'enverra...

FLORENCE BEAUGÉ.

Au fil de la semaine

C'EST dans le fleur, dit Fénelon, que se prépare le fruit : c'est aussi dans la jeunesse et même dans l'enfance qu'il faut jeter les fondements de l'homme futur.

« Un journal de jeunes n'a pas pour unique objet de distraire l'enfant ou de libérer la mère... Il devient, au contraire, le moyen de rendre l'enfant plus actif, de lui faire acquiescer une autonomie, d'élargir ses connaissances et de lui permettre de mieux éprouver ses relations avec autrui. »

Plus de deux siècles séparent ces deux phrases. La première est extraite du prospectus diffusé par M. Leroux, maître ès arts et de pension au collège Boncourt à Paris, pour annoncer le lancement du « Journal de l'éducation », le premier périodique destiné à la jeunesse, en 1768. La seconde provient d'une déclaration récente de M. Yves Beccaria, directeur du département « Presse-Jeunes » du groupe Bayard-Presse.

Nul doute cependant que M. Leroux souscrirait aux propos de M. Beccaria, qui, de son côté, peut se reconnaître dans le souci de « jeter les fondements de l'homme futur ». Eduquer, instruire, former, et ainsi capter et retenir dès l'enfance le lecteur, le citoyen, le chrétien de demain, tel est, depuis deux siècles que paraissent en France des journaux pour les enfants et les jeunes, l'objectif proclamé par leurs éditeurs.

Ces journaux n'avaient jamais été recensés, dépouillés et analysés. Cette lacune vient d'être comblée par une passionnante thèse de doctorat dont on a tiré ces citations et dont on ne veut pas douter qu'elle fera, tôt ou tard, l'objet d'un livre (1). S'il ne peut être évidemment question de résumer ici les huit cents pages d'une recherche aussi considérable, du moins peut-on emprunter à l'auteur quelques-unes de ses trouvailles et de ses remarques.

L'AMI DES ENFANTS, « le Portefeuille des enfants », « les Annales de l'éducation du sexe ou Journal des demoiselles » : avant la Révolution, la presse des jeunes vise à former des hommes et des femmes dévoués à Dieu et au roi. Assomés sous l'Empire, elle se réveille avec la Restauration : on lit « les Dimanches », où Mme de Genlis demande notamment que l'âge de la majorité soit reporté de vingt et un ans à vingt-cinq ans ; « l'Ami de la jeunesse », premier mensuel protestant, qui ose écrire, non sans courage : « Il ne suffit pas d'être un bon maître : puisque les Noirs sont nos frères, il faut les affranchir » ; et aussi « l'Abeille des demoiselles », « l'Utilité et l'Agabilité », « Plaisir et Travail », et dix autres titres.

La première floraison date des années 30, sous Louis-Philippe. En 1832, les écoles accueillent un million cinq cent,

quatre-vingt-dix mille enfants l'hiver, mais moins de la moitié l'été, à cause des travaux des champs. Cette année-là, la loi Guizot ébauche la première organisation de l'instruction primaire. Cinq ans plus tard, en 1837, on recense deux millions six cent quatre-vingt-dix mille enfants scolarisés. Il est vrai que ce public nouveau n'a guère le temps de lire puisqu'il faut attendre 1841 pour qu'une loi du 22 mars réglemente le travail des enfants. Ils ne pourront plus être employés dans les fabriques et les ateliers avant l'âge de huit ans, ne pourront pas travailler plus de huit heures par jour entre huit ans et douze ans, douze heures par jour entre douze ans et seize ans. Le travail de nuit est interdit au-dessous de treize ans, et l'école est obligatoire jusqu'à douze ans — disposition qui ne sera d'ailleurs pas appliquée.

Qu'importe : convaincus de lutter ainsi pour l'éducation des masses, les plus grands écrivains, de Musset à Balzac, d'Alexandre Dumas à George Sand, écrivent désormais dans les journaux pour les enfants, publiant ainsi leurs œuvres avant de les réunir en volume. Ils auront moins de succès d'ailleurs que Louis Desnoyers, dont le récit fameux, « les Aventures de Jean-Paul Choppard », paru à partir de 1832 dans « le Journal des enfants », aura pas moins de cent sobornés dans les éditions. Et Lélio, pseudonyme de Laure Surville, sœur de Balzac, que son illustre frère a encouragé à écrire pour les petits, corrigent impitoyablement ses fautes de grammaire et de syntaxe, n'est pas l'une des moins célèbres « journalistes » de ces publications.

C'est aussi l'époque où Josephine de Gaulle, grand-mère du général, fait paraître la première de ses « Histoires d'un grand-maman à ses petits-enfants », qui raconte comment la jeune héroïne Marionne gâte son époux King-Charles au point de le rendre insupportable. Tout n'est pas à l'eau de rose pourtant dans ces gazettes enfantines, témoin cet article de Mme Dupin dans « le Journal des jeunes personnes » du 1^{er} octobre 1839 : « Un malin se dit : l'existence morale des femmes. Elles se plaignent de l'étroite sphère où les entraînent l'égotisme et la vanité de l'homme et réclament tout haut une liberté égale à celle de l'homme, si longtemps, l'arrange le pouvoir de leur imposer comme destinée obscure et déshéritée de grands intérêts la destinée du foyer. » Cent quarante ans plus tard, M^{lle} Gisèle Halimi, au fond, ne dit pas autre chose.

Au début de la seconde moitié du dix-neuvième siècle, ce n'est pas un hasard si, tandis qu'on s'arrache pour les journaux des enfants les œuvres de la comtesse de Ségur et de Jules Verne paraissent simultanément — et d'abord dans la presse des jeunes — en Angleterre

« Alice au pays des merveilles » et chez nous « le Tour de France de deux enfants », livres qui ont vaillamment subi l'épreuve d'un siècle. La presse enfantine, tour à tour bonapartiste et républicaine, est devenue une excellente affaire pour les éditeurs. Nombreux sont les journaux qui survivront jusqu'à la guerre de 1914-1918, comme « le Magasin d'éducation et de récréation » d'Hetzel, « le Journal de la jeunesse » de Hachette, « Salut, Nicolas ! » et « l'Écolier illustré » du libraire Delagrave.

D'autres, même, comme « Mon Journal », et « la Poupée modèle », paraîtront encore en 1925 ; « le Noël » jusqu'en 1937. « Le Petit Français illustré », qui disparaîtra, lui, dès 1905, a bien raison de proclamer : « Enfants qui nous lisez aujourd'hui et à qui la vie réserve des années nombreuses, de quelles étranges merveilles, de quels prodiges inattendus vous serez un jour les témoins ! »

Autres des écoliers, « le Journal de la jeunesse » fait campagne pour la bicyclette. Un échec : « le Baby », qui ne paraîtra qu'un an, en 1864-1865 ; pourtant il innovait en s'adressant « aux enfants qui ne savent pas lire », expliquant : « C'est une chance de succès que nous ne devons pas dédaigner. La plupart de nos articles seront lus par la douce voix des mères. »

A l'aube du siècle, on exalte le patriotisme, la mission civilisatrice de la France outre-mer, l'épargne avec la première histoire en bandes dessinées de Georges Colomb, normannen et humoriste, auteur sous le nom de Christophe de « la Famille Fenouillard » et du « Sapeur Combattant ». Mais on s'empêche aussi sur la laïcité, on s'engage en politique : « C'est sur l'esprit des enfants que nous devons prendre notre revanche », écrit « l'Humanité » de 1911, alors socialiste, en annonçant le lancement des « Petits Bonshommes » pour les enfants d'ouvriers. Et le journal poursuit : « La révolution, nous devons la préparer avec des gamins de sept ans. » En face, « les Trois Couleurs » se placent « sous l'égide du drapeau tricolore : bleu comme la ciel de France, blanc comme la conscience des braves gens, rouge comme le sang pur des braves soldats... »

JEAN-PAUL SARTRE a confié dans « les Mots » qu'il dévorait avec passion « l'Écolier », « les Vacances », « le Tour du monde en aéroplane », d'Arnold Goloplin, « les Trois Bonshommes », de Jean de la Hire, et surtout « l'Épatant ». Hélas ! Le futur philosophe était donc conquis non seulement par les Pieds-Nickelés — filous cyniques et goujats — mais il riait aux aventures contées par O. Versan-Cotte, qui écrivait par exemple : « Mon oncle y a encore sur cette terre des commerçants honnêtes et qui volent pas l'pauv' ».

Viens, j'te va payer un giclot chez un Conzainque qui a du tord-bouquet. Mon vieux, tu vas voir ça, c'est épatant.

Une presse médiocre et vaine : ainsi apparaît, sans quelques exceptions notables, la presse des jeunes entre 1904 et 1930. Pour conquérir les enfants des couches populaires qui maintenaient souvent lire, elle croit devoir sacrifier à la vulgarité et à l'argot.

En 1934, avec « le Journal de Mickey », « Robinson », « Humah », c'est l'invasion des bandes dessinées américaines : Guy l'Éclair, Mandrake le roi des magiciens, la Famille Illico, le professeur Nimbus, Tarzan, Popeye, Dick Tracy, datent des années 30 et ils ont la vie dure. « La Semaine de Suzette », née en 1905 et qui vivra jusqu'en 1960, essaie de réhabiliter la B.D. française, et cela donne Bécassine, « Fillette » (1909-1964) acrobate Lillil l'Espionne, puis l'obédience pour Shirley Temple. Exceptions honorables : « A la page », « Benjamin », créé par Jean Nohain en 1929 — il a alors vingt-deux ans —, « Champs vaillants », où, en 1930, Tintin fait son apparition avec « Tintin et Milou au pays des Soviets », charge anti-communiste d'une extrême violence, Alain Saint-Ogan, le père de « Zig et Puce », lance son propre journal.

Après la guerre, une loi de 1949 moralise et place sous surveillance la presse des jeunes qui foisonne et achève de devenir un marché financièrement important. Tandis que les publications qui n'ont pas su s'adapter et en sont restées aux bonnes fées et aux méchantes sorcières disparaissent une à une, les années 60 voient naître d'une part des publications issues du succès de certaines émissions de radio et de télévision, d'autre part des journaux qui reposent sur la vogue de la chanson, de la musique et des disques. C'est la « presse des idoles » avec l'explosion puis le déclin relatif de « Salut les copains » (plus de 500 000 exemplaires en 1963, plus de 1 million en 1966-1967, moins de 70 000 en 1976) et, à des tirages moindres, de « Mademoiselle Age tendre » et « Record » ; ensuite, entre 1972 et 1976, la mode et le recul de « Hit », « Podium », l'échec de « MS Magazine », le succès de « Pomme d'api » pour les tout-petits, ainsi que de plusieurs publications issues d'émissions enfantines de la télévision.

C'est désormais une industrie puissante encore que fragile : partie de 292 millions d'exemplaires par an en 1962, la courbe générale de cette presse plonge à 382 millions en 1975 pour revenir en janvier 1977 à 285 millions.

La presse des jeunes

PIERRE VIANSSON-PONTÉ

(1) « La presse des jeunes de 1788 à 1977 », thèse de doctorat soutenue à l'université de Paris-III, le 3 décembre 1977, par Alain Fourment (mention très bien).

40 % DE « NON-PUBLIC »

5 (cult.) : Jean-Baptiste Daelman (jeudi), Joël de Rosnay (vendredi).

Jean-Baptiste Daelman (jeudi), Joël de Rosnay (vendredi).

13 n. 35. Pour les leçons
raisonables : 12 n. 44. 50.

FISCALITÉ

Ce rattachement présente des caractéristiques particulières :

- Il est global, c'est-à-dire qu'il est applicable même lorsqu'un seul des deux remplis les conditions pour être considéré à charge ;
- Il peut être demandé à la famille de l'un ou l'autre des conjoints ;
- L'avantage accordé au parent bénéficiaire de ce rattachement prend la forme d'un abatement sur le revenu imposable de 7 500 F par personne prise à charge ;

REMARQUES. — Le parent non bénéficiaire du rattachement peut, le cas échéant, bénéficier de la demi-part supplémentaire prévue en faveur des personnes seules ayant un enfant majeur.

En cas de mariage, en cours d'année, d'un enfant âgé de moins de dix-huit ans, un mineur contribuable ne peut, à la fois, bénéficier d'une majoration de quotient familial et d'un abatement.

3. — VOS ENFANTS INFIRMES

Le plafonnement à 7 500 F de l'avantage en impôt afférent à la demi-part de quotient familial n'est pas applicable lorsqu'il s'agit d'un enfant infirme.

D'autre part, en vertu de la jurisprudence du Conseil d'Etat, les parents d'enfants majeurs infirmes peuvent renoncer au bénéfice du quotient familial et déduire une pension alimentaire.

4. — ENFANTS EFFECTUANT LEUR SERVICE MILITAIRE

Le service national, au titre de l'aide technique ou de la coopération technique, équivaut fiscalement au service militaire.

II. — Personnes à charge

autres que les enfants

a) **LES ASCENDANTS.** — Tous les contribuables peuvent considérer comme à charge leurs ascendants (ascendants du chef de famille ou de son conjoint), vivant sous leur toit, à la condition que le revenu cumulé du contribuable concerné

et de son ascendant n'excède pas 20 000 F (+ 4 000 F par personne à charge supplémentaire).

Si la situation d'un contribuable ne correspond pas à ces critères, celui-ci peut déduire une pension alimentaire. Les explications, à ce titre, seront données avec les renseignements relatifs à la page 4 de la déclaration des revenus dans le paragraphe « charges à déduire du revenu global ».

b) **LES COLLATÉRAUX.** — Le régime applicable aux ascendants s'applique également, dans les mêmes conditions de revenus, aux frères et sœurs du contribuable ou de son conjoint, vivant sous son toit, mais seulement s'ils sont titulaires de la carte d'invalidité.

III. — Éléments du train de vie

Cette rubrique doit obligatoirement être remplie, elle servira à l'administration fiscale à vérifier si les revenus que vous déclarez sont compatibles avec votre train de vie.

La taxe spéciale sur certains éléments du train de vie, qui avait été instituée pour l'imposition des revenus de 1976, a été reconduite par le Parlement pour l'imposition des revenus de 1977, moyennant quelques aménagements.

NOUVEAU. — C'est ainsi que, si vous avez disposé au cours de l'année 1977 de quatre éléments au moins (non compris la résidence principale, les véhicules de moins de 17 CV et les abonnements à des clubs de golf), vous devez soumettre obligatoirement la déclaration n° 2042 TE.

L'assiette à cette taxe spéciale est constituée par le total des bases correspondant aux éléments retenus. La taxe est perçue dès lors que ce total excède 75 000 F et est égale à 2 % de ce total.

Le barème applicable à chaque élément retenu pour le calcul de cette taxe figure sur la déclaration n° 2042 TE.

Page 3 de la déclaration N° 2042

1) Revenus des valeurs et capitaux mobiliers

a) Montant brut des revenus de créances, dépôts, cautionnements et comptes courants (ligne S)

Doivent être déclarés sous cette rubrique, lorsqu'ils ne figurent pas dans les recettes provenant de l'exercice d'une profession industrielle, commerciale, artisanale ou agricole, (ils seraient alors inclus dans les bénéfices imposables de l'exploitation), les produits, lorsqu'ils ne sont pas explicitement exonérés :

- Des créances : hypothécaires, privilégiées et chirographaires, à l'exclusion de celles représentées par des obligations et des effets publics (qui doivent être déclarées à la ligne V) ;
- Les dépôts de sommes d'argent à vue ou à échéance fixe ;
- Les cautionnements en numéraires ;
- Les comptes courants.

Cependant, ne sont pas à déclarer sous cette rubrique les produits qui ont été soumis soit sur option du bénéficiaire, soit obligatoirement, au prélèvement libératoire de l'impôt sur le revenu au taux de 13 1/3 %.

C'est le revenu brut diminué des frais qui ont été supportés pour l'acquisition et la conservation de ce revenu qui doit être porté sur cette ligne.

b) Avances, prêts ou acomptes reçus en tant qu'associé de sociétés de capitaux (ligne T)

Il s'agit des sommes mises à la disposition des associés des sociétés de capitaux et qui, sauf preuve contraire, sont considérées comme des revenus distribués. Ces sommes n'ont pas à être déclarées lorsqu'il peut être prouvé qu'elles représentent un véritable prêt pour une durée déterminée à un taux d'intérêt normal.

2) Revenus fonciers et immobiliers

a) Revenus fonciers (ligne A)

Les revenus des logements dont le propriétaire se réserve la jouissance, la résidence principale et résidences secondaires ne sont pas imposables à l'impôt sur le revenu.

Ne sont à déclarer ici que les revenus des immeubles donnés en location et les revenus dont le contribuable se réserve la jouissance mais qui ne sont pas affectés à l'habitation (terrains non cultivés réservés à la chasse...).

Si vous avez de tels revenus, qu'ils proviennent de la location directe d'un immeuble ou de participations dans les sociétés immobilières, non passibles de l'impôt sur les sociétés (sociétés de copropriété transparentes, sociétés civiles faisant appel public à l'épargne...), vous devez remplir l'annexe A n° 2044 de couleur bleue. Le résultat obtenu sur cet imprimé, s'il s'agit d'un revenu, est à reporter à la ligne A de la déclaration générale.

Depuis l'imposition des revenus de 1976, les déficits fonciers ne peuvent plus être déduits, dans la majorité des cas, du revenu global, comme cela était possible dans les années passées ; ils ne peuvent s'imputer que sur les revenus fonciers des cinq années suivantes.

Ainsi, si vous avez effectué en 1977 des travaux importants dans une maison que vous donnez en location, le déficit qui peut en résulter ne pourra être imputé que sur les bénéfices fonciers que vous réaliserez au cours des années 1978, 1979, 1980, 1981 et 1982. Dans l'hypothèse où ce déficit de 1977 ne serait pas totalement absorbé en 1982, le reliquat serait perdu.

Toutefois, pour les immeubles ruraux donnés à bail conformément au statut du fermage, le délai de report est porté à neuf ans.

Par ailleurs, l'imputation des déficits fonciers sur le revenu global est toujours possible en ce qui concerne :

- Les opérations groupées de restauration immobilière (opérations ponctuelles soit par la commune, soit par une association syndicale de propriétaires, soit par un organisme de rénovation, et dont le programme des travaux est approuvé par le préfet) ;

— Les non-propriétaires ne possédant pas d'autres immeubles donnés en location pour le montant des grosses réparations qu'ils effectuent ;

— Les propriétaires de monuments classés monuments historiques, inscrits à l'inventaire supplémentaire ou ayant fait l'objet d'un agrément ministériel.

Des explications très détaillées étant données

c) Revenus de valeurs mobilières (lignes U et W)

L'abatement de 3 000 F vise les intérêts des obligations et bons à long terme revêtant la forme de titres négociables, émis en France et dans les départements d'outre-mer, qu'ils soient cotés ou non en Bourse, et non assortis d'une clause d'indexation.

Cependant, les intérêts de l'emprunt d'Etat 7 % 1973 — qui comporte un système d'indexation — bénéficient de l'abattement forfaitaire.

NOUVEAU. — L'abattement de 3 000 F sur le montant imposable des revenus d'actions émises en France, institué par la loi de finances pour 1977 trouve sa première application dans la présente déclaration. Il est rappelé qu'il est réservé aux contribuables dont le revenu imposable n'excède pas la limite de la dixième tranche du barème (338 026 F). Il sera porté à 3 000 F pour l'imposition des revenus de 1978.

En dehors des tantièmes, des jetons de présence et des distributions n'ayant pas le caractère de dividendes, les revenus de valeurs mobilières (autres que les obligations) donnent lieu à l'établissement par l'organisme payeur, d'un « certificat d'impôt déjà versé au Trésor » (annexe fiscale).

Vous devez additionner tous les certificats en votre possession. Leur montant est à ajouter à celui des intérêts des valeurs mobilières ou non droit à un avoir fiscal.

Si vous bénéficiez de l'abattement de 2 000 F, le total obtenu est à porter sur la ligne V. Dans le cas contraire, vous devez l'indiquer à la ligne W.

d) Frais et charges venant en déduction (ligne X)

Ce sont les frais de garde des titres, le montant de la location des coffres, etc. Par contre, ne doivent pas être déduits sur cette ligne les frais d'encasement.

À la page 4 de l'annexe A, nos propres explications sont limitées aux points suivants :

e) Propriétés rurales

Les propriétés rurales sont celles qui comprennent soit seulement des terrains non bâtis, soit à la fois des immeubles bâtis et principalement des terrains non bâtis (maison d'habitation, bâtiments d'exploitation, terres non cultivées ou non, étangs et lacs, et, éventuellement, carrière à ciel ouvert et terrains de camping non aménagés et non gardés).

Bien entendu, ne sont à déclarer au titre des revenus fonciers que les propriétés agricoles données en location. En cas d'exploitation directe par le propriétaire, ou de métayage, l'imposition est due au titre des bénéfices agricoles.

f) Propriétés urbaines

Les propriétés urbaines comprennent non seulement les immeubles situés dans les villes mais également les immeubles d'habitation et leurs dépendances situés dans les bourgs et villages des communes rurales.

g) Principales dépenses d'entretien et de réparations déductibles

— La réaction des toitures, des planchers, parquets et escaliers ;

— Le traitement des bois contre les parasites ;

— Le recroûlage, la réparation, le ravalement des murs ;

— La réparation des cheminées et des gros murs mitoyens ;

— Les mises en état des boîtiers, peintures détériorées lors de gros travaux ;

— Les honoraires d'architectes relatifs à ces travaux déductibles.

Vous devez pouvoir justifier du montant des dépenses déduites, soit par des factures, soit par tout autre mode de preuve.

h) Revenus encaissés hors de France

NOUVEAU. — Ces revenus étaient jusqu'à présent déclarés sur une ligne spéciale de la déclaration n° 2042. Désormais, après avoir rempli l'annexe B n° 2047, reportez ces revenus sur votre déclaration d'ensemble sous la rubrique correspondant à leur nature, en les ajoutant éventuellement à vos autres revenus.

Si ces revenus ont été encaissés en monnaie étrangère, ils doivent être déclarés pour leur contre-valeur en francs français, calculée d'après le cours du change à Paris au jour de l'encaissement.

3) Revenus des professions non salariées

Sous cette rubrique doivent figurer les résultats (bénéfice ou déficit) des activités suivantes : agriculture, professions industrielles et commerciales, professions non commerciales, rémunérations des gérants et associés.

a) Bénéfices agricoles (colonne A)

Est exploitant agricole tout contribuable (propriétaire exploitant ou fermier) qui tire un revenu régulier de la vente des produits qu'il récolte, qu'il s'agisse de produits agricoles ou de produits de terres cultivées et même s'il exerce à titre principal une autre activité.

Cette catégorie de revenus comprend essentiellement l'exploitation agricole propre à la culture, l'élevage, la production forestière, les champignons, les marais salants.

b) Exploitant soumis au régime forfaitaire

La détermination du bénéfice forfaitaire unitaire est effectuée par la commission départementale des impôts et publiée au *Journal Officiel*. Par ailleurs, le classement de l'exploitation de polyculture est effectué par l'inspecteur des impôts avec le concours de la commission communale des impôts directs. Le résultat de ce classement est affiché en mairie et vous pouvez le consulter pendant le délai de quinze jours fixé pour l'affichage.

Si vous n'avez que des revenus agricoles, vous devez souscrire la déclaration indiquant le montant de votre bénéfice dans le délai imparti pour la déclaration du revenu (dixième jour du mois suivant celui de la publication des bénéfices forfaitaires agricoles au *Journal Officiel* ou vingtième jour suivant la détermination définitive du classement de l'exploitation de polyculture).

Par ailleurs, le classement de l'exploitation de polyculture est effectué par l'inspecteur des impôts avec le concours de la commission communale des impôts directs. Le résultat de ce classement est affiché en mairie et vous pouvez le consulter pendant le délai de quinze jours fixé pour l'affichage.

c) Exploitant imposé d'après le régime du bénéfice réel

Ce régime est applicable soit sur option du contribuable, soit obligatoirement lorsque les recettes de l'exploitation excèdent 500 000 F pendant deux années consécutives.

Le bénéfice réel de l'exploitation agricole est déterminé selon les règles applicables en matière de bénéfices industriels et commerciaux sous réserve de quelques aménagements.

En plus de la déclaration générale des revenus, les contribuables concernés doivent remplir les imprimés n° 2143 et 2150.

REMARQUE. — Avant d'opter pour le régime du bénéfice réel, il convient de noter que les déficits d'exploitations agricoles ne peuvent donner lieu à imputation sur le revenu global lorsque le revenu net d'autres sources dont dispose le contribuable excède 40 000 F. Cependant, l'administration a précisé qu'il convient de faire preuve de largeur de vue à l'égard des contribuables dont les revenus non agricoles n'excèdent que très légèrement cette limite, lorsque ces derniers présentent un caractère accidentel.

b) Bénéfices industriels et commerciaux (colonne B)

En dehors des personnes qui exercent leur activité à titre professionnel, des particuliers peuvent être considérés comme exploitants de revenus lorsqu'ils réalisent certaines opérations :

— Achats et reventes d'immeubles soit à titre d'intermédiaire, soit à titre personnel ;

— Location d'établissements industriels ou commerciaux, ou du matériel ou du mobilier nécessaires à leur exploitation ;

— Bénéfices agricoles et bénéfices non commerciaux des entreprises industrielles ou commerciales ;

— Location en meublé (voir ci-dessous cas particuliers).

c) Cas particuliers

— Artisans pêcheurs. Les revenus correspondant aux rémunérations « à la part » qui reviennent aux artisans pêcheurs sont considérés comme des salaires.

— Locaux en meublé. Les personnes qui louent ou sous-louent en meublé une ou plusieurs pièces de leur habitation principale sont exonérées de l'impôt sur le revenu pour les produits de cette location, à la double condition que les pièces louées constituent pour le locataire sa résidence principale et que la location demeure fixée dans des limites raisonnables (2,5 fois la valeur locative pour les logements soumis à la législation sur les loyers).

d) Total des salaires (colonne A)

Si vous ne percevez que des salaires qui ne donnent pas lieu à un abatement spécial, vous n'avez que cette somme à déclarer, la déduction de 10 % et l'abattement de 20 % étant comme les années précédentes calculés et déduits directement par l'ordinateur.

Le minimum de déduction pour frais professionnels est de 1 500 F, sans toutefois pouvoir excéder le montant brut des salaires encaissés. Ce minimum est applicable outre à vous-même et à votre conjoint, aux salaires perçus par vos enfants à charge.

e) Cas particuliers et exonérations.

NOUVEAU. — Exonération des salaires versés aux apprentis. Les salaires versés aux apprentis munis d'un contrat régulier d'apprentissage, sont exonérés d'impôt sur le revenu pour la fraction nette de frais professionnels n'excédant pas 15 290 F.

Cette nouvelle disposition s'applique à l'apprenti personnellement imposable ou au chef de famille qui Pa à sa charge.

L'exonération de portée générale prévue par la loi de finances pour 1978 et fixée également à 15 290 F est cumulable avec l'exonération propre aux apprentis. De ce fait, aucun salaire d'apprenti n'est imposable s'il est — ce qui est généralement le cas — inférieur à 29 580 F (net de frais professionnels).

NOUVEAU. — Conjoint du chef d'entreprise. La rémunération du conjoint du chef d'entreprise présente le caractère de salaire lorsque,

Imposition au forfait

En ce cas, vous avez dû souscrire une déclaration modèle 851 ou 851 S avant le 16 février, à moins que vos deux forfaits (BIC et T.V.A.) n'aient été renouvelés en 1977, le délai de déclaration étant alors reporté au 15 avril 1978.

Imposition au régime réel normal ou au régime réel simplifié

Vous devez remplir une déclaration n° 2038 ou 2033 accompagnée des pièces annexes et reporter sur la déclaration générale le bénéfice ou le déficit constaté.

Cas particuliers

— Peintres et sculpteurs : les profits réalisés par les peintres et sculpteurs ont le caractère de revenus non commerciaux. Il en est de même des sommes perçues par leurs héritiers pour l'exploitation des moules originaux en vertu d'un contrat conclu avec une galerie d'art, dans des conditions analogues à celles que l'artiste lui-même aurait signées.

— Les photographes de mode exerçant une profession non commerciale lorsqu'ils ne sont pas journalistes.

— Les écrivains et compositeurs sont obligatoirement imposés suivant le régime des traitements et salaires dès lors que les droits d'auteurs qu'ils perçoivent sont intégralement déclarés par des tiers. Par contre, les produits perçus par leurs héritiers sont considérés comme des bénéfices non commerciaux.

— Inventeurs. L'inventeur qui concède une licence d'exploitation de ses brevets réalise un bénéfice non commercial imposable, sous déduction d'une somme forfaitaire de 30 % représentative de frais.

L'inventeur qui cède ses brevets sans conserver un droit sur eux et sans participer à leur exploitation est exonéré de l'impôt à la condition que la cession soit consentie moyennant le paiement d'une somme fixe. En revanche, il est imposable si la contrepartie de la cession est le paiement de redevances proportionnelles.

Enfin, lorsque la cession porte sur des découvertes ou inventions non couvertes par des brevets, les sommes perçues sont toujours imposables au titre des bénéfices non commerciaux.

JURISPRUDENCE. — Le Conseil d'Etat, dans un arrêt du 7 juillet 1976, a jugé qu'un contribuable qui, exerçant une activité libérale, a consenti, par convention, à être nommé directeur dans laquelle il avait son cabinet et, en contrepartie, a reçu une indemnité destinée à réparer le préjudice résultant du fait qu'il devait s'installer ailleurs ne pouvait prétendre que cette indemnité était :

— Soit la compensation d'une perte en capital ;

— Soit une contrepartie de la cession de l'exercice de la profession ou du transfert d'une clientèle, dès lors que l'intéressé avait seulement l'obligation de quitter les lieux et pouvait poursuivre l'exercice de sa profession avec la même clientèle.

Dès lors, cette indemnité constitue une recette professionnelle dont il doit être tenu compte pour la détermination du bénéfice non commercial du contribuable.

Modalités de déclaration des revenus non commerciaux

— **Déclaration contrôlée (n° 2038).** Ce régime est obligatoire pour les titulaires de charges et offices et pour les personnes ayant réalisé en 1977 plus de 175 000 francs de recettes brutes (non compris les gains exceptionnels et les honoraires rétrocessés déductibles). Toutefois, les contribuables dont les recettes ont pour la première fois dépassé la limite de 175 000 francs en 1977 sont autorisés à demeurer soumis au régime de l'évaluation administrative pour la fixation du bénéfice de cette année.

— **Évaluation administrative (n° 2037).** Ce régime est applicable aux personnes non soumises obligatoirement (ou qui n'ont pas opté) au régime de la déclaration contrôlée. La déclaration 2037 doit être souscrite par chaque membre du foyer fiscal soumis à ce régime.

Revenus non commerciaux accessoires (voir notice page 2, § 3).

NOUVEAU. — Si vous avez des revenus non commerciaux accessoires n'excédant pas le montant de 12 000 F (9 000 F précédemment), et intégralement déductibles à l'administration par la partie versante, vous pouvez les porter directement colonne B de la rubrique « régime du forfait », diminués de 25 % avec un minimum d'abattement de 1 500 F (1 200 F l'an dernier).

Plus-values :

Voir la rubrique Ce QUI A CHANGÉ

Page 4 de la déclaration N° 2042

4) Traitements et salaires

a) Total des salaires (colonne A)

Si vous ne percevez que des salaires qui ne donnent pas lieu à un abatement spécial, vous n'avez que cette somme à déclarer, la déduction de 10 % et l'abattement de 20 % étant comme les années précédentes calculés et déduits directement par l'ordinateur.

Le minimum de déduction pour frais professionnels est de 1 500 F, sans toutefois pouvoir excéder le montant brut des salaires encaissés. Ce minimum est applicable outre à vous-même et à votre conjoint, aux salaires perçus par vos enfants à charge.

b) Cas particuliers et exonérations.

NOUVEAU. — Exonération des salaires versés aux apprentis. Les salaires versés aux apprentis munis d'un contrat régulier d'apprentissage, sont exonérés d'impôt sur le revenu pour la fraction nette de frais professionnels n'excédant pas 15 290 F.

Cette nouvelle disposition s'applique à l'apprenti personnellement imposable ou au chef de famille qui Pa à sa charge.

L'exonération de portée générale prévue par la loi de finances pour 1978 et fixée également à 15 290 F est cumulable avec l'exonération propre aux apprentis. De ce fait, aucun salaire d'apprenti n'est imposable s'il est — ce qui est généralement le cas — inférieur à 29 580 F (net de frais professionnels).

NOUVEAU. — Conjoint du chef d'entreprise. La rémunération du conjoint du chef d'entreprise présente le caractère de salaire lorsque,

correspondant à un travail effectif, les époux sont mariés sous un régime de séparation de biens. Dans le cas contraire, les sommes versées au conjoint ont le caractère de salaire que dans une certaine limite. Celle-ci, qui était de 1 500 F par an, a été portée à 9 000 F par an pour l'imposition des revenus de 1977.

Agents d'assurances. — Leur activité relève au principe, des bénéfices non commerciaux ; cependant, dès lors que leurs revenus proviennent des commissions versées par les compagnies d'assurances qu'ils représentent et sont intégralement déclarés par des tiers (en l'occurrence, les compagnies d'assurances représentées).

Étudiants. — En dehors des indemnités de stages des élèves des écoles techniques, qui sont exonérées, les rémunérations perçues par les étudiants qui travaillent pendant la période des congés scolaires sont imposables selon les règles du droit commun, compte tenu d'un abatement de 1 500 F, à titre de frais professionnels, en ce qui concerne les traitements et salaires.

Étudiants hospitaliers. — Ceux-ci sont considérés comme des salariés, mais l'administration n'exige pas une justification détaillée de leurs dépenses réelles dès lors que leur montant n'excède pas 1 500 F et que les intéressés ne font pas l'objet d'une imposition distincte de celle de leurs parents.

Quant aux externes des hôpitaux, les rémunérations et allocations qu'ils perçoivent n'ont pas le caractère de bourses d'études et sont donc imposables à l'impôt sur le revenu.

Étudiants de réserve. — Les indemnités et soldes perçus pendant les périodes de réserve sont considérés comme correspondants à des frais et sont exonérés de l'impôt sur le revenu.

JURISPRUDENCE. — Un salarié résidant dans une commune de 14 kilomètres de la frontière ne peut, en cas de répartition, bénéficier de la réduction de 10 % sur le revenu.

FISCALITÉ

Revenus non salariés

Rémunérations versées en cas de maladie. — Les rémunérations qu'une entreprise verse, en sus des prestations journalières de sécurité sociale (lesquelles sont exonérées), sont imposables. Il en est de même si ces sommes sont payées par l'intermédiaire du comité d'entreprise ou versées par un organisme de retraite ou d'assurance directement au bénéficiaire pour le compte de l'employeur.

Par ailleurs, lorsqu'un salarié se couvre personnellement du risque de perte de salaire en cas de maladie auprès d'une compagnie d'assurances, les primes versées ne sont pas déductibles. Corrélativement, les sommes reçues en exécution du contrat ne sont pas imposables.

Prime de vacances versée par les caisses de comptes payés du bâtiment et des travaux publics. — Les caisses de comptes payés du bâtiment et des travaux publics versent annuellement aux salariés des entreprises adhérentes, en sus de l'indemnité légale de congé payé, une prime de vacances et, éventuellement, une indemnité supplémentaire d'indemnité compensatrice de congés payés aux ayants droit de travailleurs décédés avec droit à la retraite. Une instruction de l'administration du 31 décembre 1976 a précisé que ces primes et indemnités constituent des revenus imposables dans la catégorie des traitements et salaires.

Indemnité de départ à la retraite. — Elle est exonérée dans la limite de 10 000 francs. Le surplus est imposable, mais peut donner lieu à échelonnement sur l'année de perception (1977) et les quatre années antérieures (1976, 1975, 1974 et 1973) (arrêté du Conseil d'Etat du 9 mars 1974).

Indemnité de licenciement. — Elle est exonérée lorsqu'elle présente le caractère de dommages-intérêts, mais que l'indemnité spéciale qui s'y ajoute lorsque le délai-congé n'est que d'un mois, ainsi que celle qui s'y ajoute en cas de licenciement pour une cause autre que réelle et sérieuse par décision du tribunal. Par contre, le salaire correspondant au délai-congé est imposable.

Indemnité de rupture de contrat. — Dans un arrêt du 19 mai 1976, le Conseil d'Etat a jugé le cas suivant : un salarié engagé par un contrat conclu pour une période déterminée, qui a été rompu avant la date normale d'expiration et sans préavis, a été chargé par elle de payer à l'autre, à titre d'indemnité, une somme égale à une année de rémunération.

La rupture du contrat étant intervenue effectivement avant le terme fixé, et sans préavis, la somme représentant une année d'appointements que l'employeur a, en exécution du contrat, versée à l'intéressé doit être regardée comme constituant des dommages-intérêts non imposables destinés à réparer un préjudice autre qu'une simple perte de salaire.

Allocations de chômage partiel. — Le chômage partiel ne donne lieu à indemnisation que si la durée du travail est abaissée au-dessous du minimum légal de 40 heures et que cette situation résulte de la conjonction économique de difficultés d'approvisionnement en énergie ou en matières premières, ou d'un sinistre. (La suppression d'heures supplémentaires ne donne pas lieu, en règle générale, à compensation financière. Lorsqu'un accord d'entreprise prévoit cette indemnisation, les sommes correspondantes sont assimilées à des salaires et imposables dans les mêmes conditions que ces derniers.)

L'indemnisation des travailleurs placés dans cette situation revêt la forme de trois sortes d'allocations, dont le sort fiscal est le suivant :

- Allocation publique de chômage partiel : elle est exonérée de l'impôt sur le revenu ;
- Allocation conventionnelle de chômage partiel : elle ne présente pas le caractère d'une allocation d'assistance et est imposable intégralement (y compris la fraction remboursée par l'Etat à l'employeur). Les salariés qui peuvent prétendre à un abatement spécial pour frais professionnels en sus de l'abattement de 10 % ne sont pas autorisés à en tenir compte pour ces allocations, puisqu'elles n'ont pas, par définition, pour contrepartie l'exercice effectif d'une activité professionnelle ;
- Allocation complémentaire : la part de l'allo-

b) Frais réels justifiés (colonne C)

Vous avez la possibilité, si vous estimez que la déduction forfaitaire pour frais de 10 % est insuffisante en regard des frais que vous avez engagés au cours de l'année 1977, de demander à ce que vos frais réels soient retenus, à la condition de fournir les justifications nécessaires. Mais vous devez alors comprendre, dans votre rémunération brute, les indemnités pour frais qui ont pu vous être allouées par votre employeur.

Frais d'études et d'examen.

Les frais d'études et d'examen sont déductibles à titre de dépenses professionnelles lorsque les diplômes recherchés sont de nature à permettre l'exercice normal de la profession ou l'amélioration de la situation. (Préparation d'une licence par un instituteur, d'une thèse ou de l'agrégation par un professeur, inscription dans une faculté par un fonctionnaire en vue de bénéficier d'avantages de carrière, dépenses supportées par un employé pour suivre des cours lui permettant de se perfectionner dans son métier.)

Frais de transport du domicile au lieu de travail.

La déduction des frais de transport du domicile au lieu de travail est admise lorsque le maintien du domicile dans un lieu différent du lieu de travail ne présente pas un caractère anormal. C'est ainsi que, compte tenu des difficultés existant dans les grandes villes, il est admis que les salariés habitant en banlieue puissent déduire, dans le cadre des frais réels, leurs frais de transport.

A ce propos, la jurisprudence du Conseil d'Etat a été modifiée. Pour l'appréciation du caractère normal ou non de la distance, sont désormais pris en considération non seulement l'étendue et la configuration de l'agglomération où se trouvent le domicile et le lieu de travail, mais aussi les conditions de vie concrètes du contribuable et de sa famille, en regard aux ressources du foyer, et notamment de l'état de santé des intéressés ; les problèmes de scolarisation des enfants ; la localisation différente du travail de chacun des époux ; les écarts du coût du logement, selon qu'il est situé dans l'agglomération ou la périphérie ; les conséquences d'un changement d'emploi temporaire ou, le cas échéant, définitif.

Il s'agit que, dans le cas où le contribuable réside dans un lieu éloigné de celui de son travail, il lui appartient d'établir que cette circonstance n'a pas un caractère anormal, compte tenu du lieu où il exerce son activité et des circonstances propres à son cas particulier.

JURISPRUDENCE

— Un salarié résidant dans une commune distante de 14 kilomètres du lieu où il exerce ses fonctions ne peut, en regard à l'importance de l'agglomération lyonnaise et aux conditions de

logement dans cette agglomération, être regardé comme habitant à une distance anormale de son lieu de travail. Il est fondé, par suite, à déduire de son revenu imposable les frais de transport qu'il a exposés pour se rendre en voiture de son domicile au lieu de travail ainsi que ceux correspondant aux déplacements qu'il a effectués dans la ville en cause, pour les besoins de sa profession et qui n'ont donné lieu, de la part de son employeur, à aucune indemnité à son profit (arrêt du 20 mars 1970, req. n° 74-885).

— Un salarié résidant à Paris et qui exerce son emploi dans une commune de banlieue distante d'une quinzaine de kilomètres ne peut, en regard à l'étendue de l'agglomération parisienne et aux difficultés particulières de logement qui la caractérisent, être regardé comme habitant à une distance anormale de son lieu de travail. L'intéressé est, en conséquence, fondé à déduire de son revenu imposable les frais de transport qu'il expose pour se rendre en voiture de son domicile au lieu de travail dès lors que ceux-ci ne sont pas couverts par une allocation spéciale (arrêt du 8 mai 1970, req. n° 75-859).

— Un contribuable qui, afin de suivre l'entreprise dont il était directeur commercial, a fait construire à l'aide d'un prêt du Crédit foncier de France non encore amorti une maison d'habitation dans la localité où cette entreprise avait transféré ses installations, puis qui n'a retrouvé un emploi, après la faillite de l'entreprise, que dans un autre établissement situé à plus de 20 kilomètres ne saurait, dans les circonstances de l'espèce, être regardé comme habitant à une distance anormale de son lieu de travail. Il est dès lors, fondé à déduire ses frais de déplacement du montant de sa rémunération (arrêt du 16 janvier 1974, req. n° 87-784).

Salarié dont le domicile est situé à 55 kilomètres de Paris, où il exerce son activité professionnelle, mais à 50 kilomètres seulement du lieu de travail de son épouse. Il a été jugé que :

1. Le choix de l'intéressé de fixer sa résidence à une distance de 55 kilomètres de son lieu de travail n'a pas, en l'occurrence, un caractère anormal ;
2. Dans la mesure où l'utilisation des moyens collectifs de transport aurait entraîné, eu égard à la situation de la commune, un déplacement quotidien de la durée de ses déplacements quotidiens, l'utilisation par l'intéressé d'une voiture individuelle est justifiée ;
3. Des préjudices suffisants sur le nombre, l'importance et la nature professionnelle de ses déplacements ayant été apportés par l'intéressé, celui-ci est fondé à demander que ses frais de transport soient calculés à partir du parcours kilométrique fondamental établi par l'administration (arrêt du 17 mars 1976, req. n° 95-903).

c) Déductions supplémentaires (colonne D et E)

L'exercice de certaines professions ouvre droit à une déduction supplémentaire pour frais professionnels. Vous devez indiquer ici le montant de votre revenu qui y correspond ainsi que le taux admissible.

Cette déduction est limitée par la loi à 50 000 F.

5) Charges à déduire

a) Déduction des frais de garde des enfants âgés de moins de quatre ans au 31-12-1977

Cette déduction est limitée selon les modalités suivantes : sous réserve que leur revenu imposable soit inférieur à 114 850 francs, les contribuables célibataires, veufs, divorcés ou séparés peuvent déduire de leurs revenus professionnels les dépenses d'entretien et de garde de leurs enfants âgés de moins de quatre ans au 31 décembre 1977.

NOUVEAU. — Cette déduction est toutefois limitée à 3 000 francs par enfant sans pouvoir excéder le montant imposable des revenus professionnels.

Si vous êtes divorcé(e) et que vous demandiez le rattachement au foyer fiscal de votre père, celui-ci ne pourra déduire les frais de garde de ses enfants, la déduction globale de 7 000 francs tenant compte de cette catégorie de frais.

Ces des contribuables qui se sont mariés, se sont séparés ou sont devenus veufs au cours de l'année 1977. — Si vous êtes dans ce cas, vous ne pouvez pas, en principe, bénéficier de cette déduction, puisque vous êtes considérés normalement comme mariés pour le calcul de votre impôt de 1977. Toutefois, si vous y avez avantage, vous pouvez vous déclarer comme célibataire, divorcé, séparé ou veuf, en cochant case C, D ou E, le cadre II de la dernière page de votre déclaration et en remplissant les paragraphes III « charges à déduire » (quatrième page), en indiquant le nombre d'enfants dont vous avez la garde ou la charge, le montant des sommes versées à la nourrice ou à la nourrice.

b) Déductions afférentes à l'habitation principale

Elles sont déductibles dans la limite globale de 7 000 francs plus 1 000 francs par enfant à charge.

- Intérêts des emprunts.

Si vous êtes propriétaire, vous pouvez déduire les dix premières annuités des intérêts des emprunts contractés pour l'acquisition, la construction, ou les grosses réparations de votre habitation principale.

- Dépenses de ravalement.

Ces dépenses sont déductibles une seule fois pour un immeuble et doivent être imputées sur la seule année 1977. Cependant, si vous ne devez régler le solde de ces frais qu'en 1978, vous pouvez attendre la déclaration de vos revenus de l'année prochaine pour déduire l'intégralité des sommes versées (en 1977 et 1978).

Remarque. — Si vous n'habitez pas encore le local, vous devez prêter l'engagement par lettre jointe, de l'occuper avant le 1^{er} janvier de la troisième année suivant celle de la conclusion du prêt ou du paiement des dépenses de ravalement.

— Par enfant à charge, il s'agit de ceux qui entrent dans le quotient familial, mais aussi des enfants mariés. Ainsi, un contribuable ayant un fils mineur et un fils marié ayant lui-même une fille (et ayant demandé son rattachement) pourra affecter la déduction dans la limite de 7 000 francs + 4 000 francs (ces deux fils, sa belle-fille, sa petite-fille).

La déduction des intérêts ou des frais de ravalement est possible, en cas de changement de domicile, même si vous avez déjà bénéficié des mêmes avantages lors de l'acquisition de votre précédente habitation principale.

- Dépenses effectuées pour économiser le chauffage

● Conditions et limites dans lesquelles la déduction est autorisée.

— La déduction concerne tous les contribuables,

d) Rémunérations allouées par les sociétés dans lesquelles vous détenez plus de 35 % des droits sociaux

NOUVEAU. — La loi de finances pour 1977 a révisé de 20 % à 10 % l'abattement applicable à la fraction des salaires qui dépasse 120 000 F, lorsque cette rémunération est perçue par des personnes qui détiennent, directement ou indirectement, plus de 35 % des droits sociaux de leur entreprise. Cette limite a été portée à 150 000 F.

e) Suppression de l'abattement de 20 %

NOUVEAU. — La loi de finances pour 1978 a supprimé tout abattement sur la fraction de salaires nets, des pensions ou des rentes viagères à titre gratuit qui excède une fois et demie la dernière tranche du barème correspondant à deux parts (240 000 F pour ces revenus perçus en 1977).

PENSIONS, RETRAITES ET RENTES VIAGÈRES À TITRE GRATUIT

Il faut entendre par rente viagère à titre gratuit celles dont le paiement n'est pas effectué en contrepartie du versement d'un capital en argent ou de l'aliénation d'un bien meuble ou immeuble.

- Principales exonérations.

Sont exonérées de l'impôt sur le revenu : l'allocation aux vieux travailleurs salariés, les pensions servies au titre de l'assurance-vieillesse des salariés sous certaines conditions, l'allocation supplémentaire allouée par le Fonds national de solidarité, les rentes viagères servies à titre de dommages-intérêts en vertu d'une condamnation judiciaire pour la réparation d'un préjudice corporel entraînant une incapacité permanente totale, les pensions et les rentes d'accident du travail ou de maladies professionnelles.

RENTES VIAGÈRES À TITRE ONEREUX

Ces rentes ne sont retenues dans le revenu imposable que pour une fraction de leur montant déterminée d'après l'âge du bénéficiaire lors de l'entrée en jouissance : 70 % si l'intéressé avait moins de cinquante ans, 50 % (de cinquante ans à cinquante-neuf ans), 40 % (de soixante ans à soixante-neuf ans) et 30 % s'il avait plus de soixante-neuf ans.

NOUVEAU. — Cependant, pour la partie du montant, brut annuel de la rente excédant 25 000 francs, et quel que soit l'âge du bénéficiaire, la fraction imposable est de 30 %.

ABATTEMENT DE 10 % SUR LE MONTANT DES PENSIONS ET RETRAITES

NOUVEAU. — Pour la première fois cette année, les titulaires de pensions ou de retraites peuvent pratiquer un abatement de 10 %, toutefois limité à 5 000 francs par foyer, sur le montant de ces pensions ou retraites.

— REVENUS OUVRANT DROIT À L'ABATTEMENT.

● Les dépenses à prendre en considération.

— Dépenses destinées à l'amélioration de l'isolation thermique.

Les dépenses déductibles du revenu concernent l'achat et la pose de doubles vitres et doubles châssis à écoulement, de châssis à écoulement, de joints métalliques, de matériaux isolants (laine de verre, laine minérale, mousses de polystyrène, de polyéthylène), à condition que ces matériaux soient d'une épaisseur d'au moins 3 centimètres, et qu'ils soient appliqués sur les parois intérieures ou extérieures des façades et pignons, les plafonds sous combles et sous terrasses, les planchers sur sous-sols ou caves ou les canalisations et réservoirs d'eau chaude et d'eau froide.

— Dépenses relatives à la mesure et à la régulation du chauffage.

Il s'agit notamment de l'achat et de la pose de systèmes de régulation par thermostat d'ambiance ou par sondes extérieures ; d'horloges de programmation, de robinets thermostatiques, de compteurs de calories. Les autres dépenses ne peuvent être déduites, et notamment les travaux annexes aux travaux d'isolation et les dépenses de mesure et d'entretien des installations de chauffage.

— Remplacement de chaudières.

Sont déductibles les dépenses concernant les travaux suivants : remplacement d'une chaudière à fuel usagée par une chaudière neuve de puissance au plus égale à l'ancienne, fonctionnant exclusivement au fuel ou au gaz ; un charbon, au bois ou encore fonctionnant à la fois au charbon ou au bois ou par des appareils utilisant l'énergie solaire ; installation d'appareils de chauffage d'appoint fonctionnant à l'énergie solaire ; quote-part du contribuable dans le coût des installations utilisant l'énergie géothermique.

REMARQUE. — Une notice détaillée (n° 2 042 S) consacrée aux dépenses de cette nature sera délivrée aux contribuables intéressés par les services fiscaux (bureaux d'impôts locaux auxquels les déclarations de revenus sont adressées).

d) Pensions alimentaires

Sont déductibles les pensions alimentaires versées aux ascendants et descendants en vertu de l'obligation alimentaire édictée par le code civil (à la condition de correspondre aux besoins de celui qui reçoit et aux ressources de celui qui donne).

Cependant, les pensions versées aux enfants majeurs, même étudiants, ne sont pas déductibles.

Par ailleurs, si vous vous acquittez en nature de l'obligation alimentaire en recourant, sous votre toit ou de vos ascendants dans le besoin, vous pouvez déduire de votre revenu global, sans avoir à fournir de justification, une somme correspondant à l'évaluation forfaitaire des avantages en nature reçus pour le calcul des cotisations de sécurité sociale. En 1977, cette évaluation s'élève à : 13 francs par jour pour nourriture et 120 francs par mois, pour le logement. Ainsi, la somme déductible des revenus de 1977 s'élève, pour toute l'année, à 5 505 francs par ascendant.

— Pensions de vieillesse et de retraite : pensions servies par le régime général de la Sécurité sociale ou par les autres régimes, par les régimes complémentaires de retraite et de prévoyance, pensions des fonctionnaires civils et militaires ;

— Pensions d'invalidité ;

— Pensions alimentaires ou assimilées (rentes versées en cas de divorce), servies en exécution des obligations résultant des dispositions du code civil.

Autres revenus à forme de pension : garantie de ressources servie par les ASSÉDIO aux travailleurs en préretraite, ou à ceux qui cessent volontairement leur activité professionnelle dans les conditions prévues par l'accord interprofessionnel du 13 juin 1977 ; allocations servies par les entreprises en vertu d'accords particuliers ou de conventions collectives à leurs salariés qui acceptent de cesser leur activité avant l'âge normal de départ à la retraite.

— Rentes constituées à titre gratuit dont le régime d'imposition est identique à celui des pensions.

En revanche, l'abattement de 10 % n'est pas applicable aux rentes viagères constituées à titre onéreux, qui ne sont imposables que pour une fraction de leur montant variable selon l'âge du bénéficiaire au moment du versement de la rente et le montant de celle-ci.

- Modalités d'application.

— L'abattement de 10 %, constitue un abatement spécifique destiné à alléger le charge fiscal des titulaires de pensions ou de retraites. Il ne revêt donc pas le caractère d'une déduction pour frais professionnels.

Cet abatement s'applique sur le MONTANT BRUT des pensions ou retraites après déduction, le cas échéant, des cotisations sociales incombant obligatoirement au pensionné et des dépenses affectées en vue de l'acquisition du revenu (frais d'encaissement, par exemple, mais avant imputation de l'abattement de 10 %).

— Le montant de l'abattement de 10 % est plafonné à 5 000 francs pour l'imposition des revenus de 1977. Ainsi qu'il a été précisé au cours des débats parlementaires, le plafond de 5 000 francs ne s'applique QU'UNE FOIS PAR FOYER, sur le montant global des pensions perçues par le chef de famille, son conjoint et, le cas échéant, les personnes à sa charge.

EXEMPLE

M. DUVAL	
Pension d'invalidité de la Sécurité sociale	10 000 F
Pension de retraite	30 000 F
Mme DUVAL	
Pension de retraite	30 000 F
Abattement de 10 % : 7 000 francs plafonné à	5 000 F
Abattement de 20 %	13 000 F
Revenu imposable du ménage	52 000 F

LA DEDUCTIBILITE DES RENTES EN CAPITAL PREVUES EN CAS DE DIVORCE

La pension alimentaire due en cas de divorce pour l'entretien d'un enfant peut être remplacée, en tout ou partie, par le versement d'une somme d'argent entre les mains d'un organisme accrédité chargé, en contrepartie, de verser à l'enfant une rente indexée. Un décret du 24 décembre 1976 a précisé les conditions d'application de cette mesure qui avait été prévue par la loi de finances pour 1976.

Si vous avez choisi de vous libérer de votre obligation alimentaire par la constitution d'une rente, vous pouvez déduire une somme égale au montant du capital versé divisé par le nombre d'années au cours desquelles la rente doit être servie.

Comme pour les pensions alimentaires, la déduction, qui ne peut excéder 18 000 francs par an pour un même enfant, n'est plus autorisée lorsque l'enfant atteint l'âge de dix-huit ans, cette limitation n'étant toutefois pas applicable pour un enfant infirme.

A la déclaration des revenus, vous devez joindre, la première fois que vous pratiquez cette déduction, une attestation délivrée par l'organisme accrédité chargé du versement de la rente, comportant les indications suivantes :

- Votre identité et votre adresse ;
- Identité, adresse, date et lieu de naissance de votre enfant bénéficiaire de la rente ;
- Identité et adresse de votre ex-conjoint qui a la garde de votre enfant ;
- Montant du capital versé et date du versement ;
- Dates du point de départ et du terme du service de la rente.

Cette attestation est destinée à vous éviter de recevoir ultérieurement des demandes de renseignements de la part de l'administration fiscale.

PENSION ALIMENTAIRE VERSEE A UN ENFANT CHOMEUR DE PLUS DE VINGT-CINQ ANS

Dans une réponse à parlementaire, le premier ministre, ministre de l'économie et des finances, a répondu, le 11 septembre 1976, que les dépenses exposées pour l'entretien d'enfants âgés de plus de vingt-cinq ans en chômage sont déductibles du revenu global, dans la mesure où elles procèdent de l'obligation alimentaire définie par les articles 205 et suivants du code civil. Bien entendu, pour l'appréciation des besoins de l'enfant et de la dette alimentaire des parents, il convient de prendre en considération l'ensemble des ressources de l'enfant, y compris, par conséquent, les aides ou allocations versées pour chômage.

e) Versements à des œuvres d'intérêt général

La loi de finances pour 1978 a modifié le régime antérieur de déduction des versements effectués à des œuvres d'intérêt général. Ainsi, l'article 5 de cette loi :

NOUVEAU. — Porte de 0,50 % à 1 % la limite dans laquelle vous pouvez déduire de votre revenu imposable les versements que vous effectuez au profit d'œuvres ou d'organismes d'intérêt général ;

— Maintient le régime particulier prévu pour les dons à la Fondation de France.

f) Primes d'assurance-vie

Nos lecteurs sont priés de se reporter, en ce qui concerne la déduction des primes d'assurance-vie, à la page 3 de la notice explicative fournie par l'administration.

Banque Populaire

SUR LE MARCHÉ DES CHANGES

Lourde rechute du dollar

100

50.000.000.000

FINANCIERE

Marché des changes

Rechute du dollar

Valeurs à revenu fixe

ou indexées

En dépit de la hausse des cours du pétrole et du lingot, les emprunts à 1 1/2 et 7 % 1978 se sont inscrits en retrait. Ces deux titres, ainsi que le « Barre » à 8,50 % 1977, ont dû, en effet, supporter des réalisations, attirées essentiellement aux investissements institutionnels. Ces derniers ont pu ainsi concrétiser d'importantes bénéfices et, par la même occasion, dégrader des liquidités pour intervenir, notamment, sur le marché des actions.

Près de cent quarante mille actions du fonds de placement hollandais BORENTO ont été

	17 févr.	Diff.
1 1/2 % 1978	771	- 4,50
7 % 1978	252	- 0,15
8,50 % 1977	98,50	- 0,25
1 1/2 % 1978	101,50	- 0,25
8,50 % 1977	97,50	- 0,10
2,50 % 1977	112,50	- 0,70
1 1/4 - 4 3/4 % 1963	92,48	- 0,10
1 1/2 % 1965	106,50	- 0,20
2 % 1967	108,50	- 0,10
C.N.E. 3 %	241,50	- 1,40
Barre (actions)	254,50	- 0,50

échangées dans la semaine, ce qui témoigne de l'intérêt toujours porté par la clientèle française aux obligations étrangères.

Deux émissions nouvelles débuteront lundi prochain : le Crédit lyonnais lancera un emprunt de 500 millions de F (dont 400 millions de F seront pris « ferme » par les banques) au taux nominal de 11 % (11,27 % actuariel). ARSA, de son côté, émettra pour 100 millions de F d'obligations à 11 % également (11,36 % actuariel).

Bâtiment et travaux publics

La bénéfice consolidé des Grands Travaux de Marseille pour 1977 s'établirait au voisinage de 70 millions de francs avant provisions. Les bénéfices consolidés des Grands Travaux de Marseille pour 1977 s'établirait au voisinage de 70 millions de francs avant provisions. Les bénéfices consolidés des Grands Travaux de Marseille pour 1977 s'établirait au voisinage de 70 millions de francs avant provisions.

Banques, assurances, sociétés

d'investissement

	17 févr.	Diff.
A.C.T.	62,50	- 1,50
Alcatel	150	- 3,50
Comp. bancaire	251	- 17
C.F.	185	- 10
Crédit national	248	- 10
Crédit du Nord	53,50	- 3,50
Crédit du Sud	14	- 1,50
C.R.	125	- 2
I.F.	235	- 5,50
Imprimeur	180	- 4,50
J.N.I.	381	- 20
Leclercq	58	- 1,50
Renault	99,50	- 4,50
U.C.	218,20	- 12,50

Rhône-Poulenc : retour à l'équilibre

L'année 1977 n'aura pas été un bon cru pour les chimistes européens. Malgré leur dynamisme, les géants allemands ont tout juste réussi à maintenir leurs chiffres d'affaires aux niveaux de 1976 et leurs bénéfices sont en baisse. Les chimistes français ont été mieux lotis et le numéro un britannique ICI annonce d'ores et déjà une sensible diminution de ses résultats malgré l'avantage que la faiblesse de la livre lui a procuré à l'exportation la majeure partie de l'année. Ne parvenant même pas à l'italien Montedison, s'agissant d'un cas d'exception, dans un tel environnement, le sort de Rhône-Poulenc aux prises avec les difficultés que l'on sait ne paraissait guère enviable. Pourtant, à la surprise, M. Jean Gandois, vice-président directeur général, a annoncé que le chiffre d'affaires du groupe s'était accru de 10 % à 22,5 milliards de francs, dont 4 % seulement, il est vrai, en volume. Ce n'est quand même pas mal en comparaison de ce que ses concurrents ont fait. Bien sûr, après deux années noires marquées par de forts déficits, les comptes du groupe seront viciés de la participation dans IVEB Laboratories (prix de 300 millions) à été de quelque secours. Le résultat net d'exploitation avant frais financiers s'est tout de même accru de 13 % environ à 1 200 millions de francs, signe d'une amélioration certaine. La recette tient en quelques mots. Ce que le groupe n'a pu « gratter » sur ses prix

BANQUE permettra de porter le dividende de 17 à 20 francs environ. Les comptes de la Compagnie Bénédictine laissent apparaître, pour l'exercice écoulé, un bénéfice net de 65,8 millions de francs. Le dividende global restera fixé à 12 francs, mais il faut préciser qu'il s'appliquera à un capital augmenté de 25 % par attribution gratuite d'actions.

Matériel électrique, services

publics

Les sociétés du groupe C.G.E. contrôlées à 50 % ou davantage ont réalisé en 1977 un chiffre d'affaires de 18 300 millions de francs contre 15 909 millions. Les taux de progression les plus élevés ont été constatés sur les activités « matériaux » et « entreprise ingénierie ».

Pour sa part, Alsthom-Atlantique a enregistré un chiffre d'affaires consolidé de 9 400 millions contre 8 184 millions.

Alimentation

Les dirigeants de Cadis prévoient, pour 1978, un accroissement de près de 15 % du chiffre de ventes : celui-ci devrait se

Belgique - moyennant le versement de 400 millions de francs

Belgique - moyennant le versement de 400 millions de francs

Belgique - moyennant le versement de 400 millions de francs

Belgique - moyennant le versement de 400 millions de francs

Belgique - moyennant le versement de 400 millions de francs

Belgique - moyennant le versement de 400 millions de francs

Belgique - moyennant le versement de 400 millions de francs

Belgique - moyennant le versement de 400 millions de francs

Belgique - moyennant le versement de 400 millions de francs

Belgique - moyennant le versement de 400 millions de francs

Belgique - moyennant le versement de 400 millions de francs

Belgique - moyennant le versement de 400 millions de francs

Belgique - moyennant le versement de 400 millions de francs

Belgique - moyennant le versement de 400 millions de francs

Belgique - moyennant le versement de 400 millions de francs

Belgique - moyennant le versement de 400 millions de francs

Belgique - moyennant le versement de 400 millions de francs

Belgique - moyennant le versement de 400 millions de francs

Belgique - moyennant le versement de 400 millions de francs

Belgique - moyennant le versement de 400 millions de francs

Belgique - moyennant le versement de 400 millions de francs

Belgique - moyennant le versement de 400 millions de francs

Belgique - moyennant le versement de 400 millions de francs

Belgique - moyennant le versement de 400 millions de francs

Belgique - moyennant le versement de 400 millions de francs

Belgique - moyennant le versement de 400 millions de francs

Belgique - moyennant le versement de 400 millions de francs

Belgique - moyennant le versement de 400 millions de francs

Belgique - moyennant le versement de 400 millions de francs

Belgique - moyennant le versement de 400 millions de francs

Belgique - moyennant le versement de 400 millions de francs

Belgique - moyennant le versement de 400 millions de francs

Belgique - moyennant le versement de 400 millions de francs

Belgique - moyennant le versement de 400 millions de francs

Belgique - moyennant le versement de 400 millions de francs

Belgique - moyennant le versement de 400 millions de francs

Belgique - moyennant le versement de 400 millions de francs

Belgique - moyennant le versement de 400 millions de francs

Belgique - moyennant le versement de 400 millions de francs

Belgique - moyennant le versement de 400 millions de francs

Belgique - moyennant le versement de 400 millions de francs

Belgique - moyennant le versement de 400 millions de francs

Belgique - moyennant le versement de 400 millions de francs

Belgique - moyennant le versement de 400 millions de francs

Belgique - moyennant le versement de 400 millions de francs

Belgique - moyennant le versement de 400 millions de francs

Belgique - moyennant le versement de 400 millions de francs

Belgique - moyennant le versement de 400 millions de francs

Belgique - moyennant le versement de 400 millions de francs

Belgique - moyennant le versement de 400 millions de francs

Belgique - moyennant le versement de 400 millions de francs

Belgique - moyennant le versement de 400 millions de francs

Belgique - moyennant le versement de 400 millions de francs

Belgique - moyennant le versement de 400 millions de francs

Bourse de Paris

Flambée spéculative

SEMAINE DU 13 AU 17 FEVRIER

« G EORGES MARCHEAIS soit loué ! Une statue devrait lui être élevée au centre de la corbeille. Le secrétaire général du P.C.F. est bien notre objectif le plus sûr. » Prises au hasard des travées du palais Brongniart, ces réflexions, non dépourvues d'humour froid, traduisent pourtant assez bien le sentiment des milieux financiers pour le leader communiste. Comment pourrait-il en être autrement ? Certes, M. Marchais est le signataire d'un programme dont l'éventuelle application ne peut que glacer le sang des boursiers. Mais pour eux il est aussi celui qui, à tort ou à raison, constitue le meilleur rempart contre la constitution d'un éventuel gouvernement de la gauche. En tout cas, c'est bien grâce à ses interventions publiques que la Bourse a dû rebondir à plusieurs reprises depuis l'automne dernier. Le scénario s'est reproduit cette semaine à l'issue de laquelle les actions françaises ont achevé de rattraper la quasi-totalité des pertes accumulées depuis le début de l'année. D'un vendredi à l'autre, les différents indices ont progressé de près de 6 %.

Les premières séances n'auraient pourtant rien de bon. Certes, lundi, le marché garda la tête froide et n'eut pas la réaction tant redoutée après la publication dans « le Point » d'un nouveau sondage défavorable à la majorité en place. D'une part les grandes lignes de ce dernier étaient connues bien avant le week-end (« le Monde » a daté 12-13 février) et, d'autre part, son impact négatif s'est trouvé contrebalancé par l'élection partielle d'Isère-les-Moines, où la majorité l'a largement emporté. Souignons aussi la présence discrète des organismes de placement collectif dont les interventions de soutien se poursuivront à un rythme modéré lors des deux semaines suivantes. Jeudi, alors que la tendance des valeurs françaises n'avait plus à être artificiellement soutenue, certaines SICAV et des compagnies d'assurances n'en procédèrent pas moins à de nombreux achats qui allaient encore se développer à la veille du week-end. Que s'est-il passé ? Le chiffrage du programme commun par le parti socialiste a tout simplement déclenché les plus vives attaques que la majorité et le parti communiste ont conjointement portés à M. Mitterrand depuis des mois. Beaucoup d'opérateurs ont incontestablement modifié leur raisonnement à cette occasion. Si les rumeurs, insistantes et intéressées, faisant état d'un refus de désistement du P.C. pour les candidats du P.S. au deuxième tour n'ont encore reçu aucune confirmation officielle des concernés, « il n'en reste pas moins », se disent les boursiers, « que les chances de la gauche se sont singulièrement amoindries ». Le risque vaut-il la peine d'être pris ? Qui ont répondu nombre d'investisseurs parmi lesquels les étrangers ne furent pas les derniers. Et les valeurs des groupes nationalisables prirent la tête d'un mouvement de hausse également soutenu par les rachats des vendeurs à découvert, surpris par la remontée rapide de titres promis à une profonde chute quelques jours plus tôt.

De fait, encore perdante d'environ 2 % en début de semaine, la liquidation qui se déroula lundi se retrouva gagnante de près de 4 % à la veille du week-end.

Ce mouvement de reprise a-t-il quelque chance de se poursuivre ? Une chose est sûre : sa nature est incontestablement et quasi intégralement « politique ». A trois semaines des élections, la corbeille vient d'engager un formidable pari.

PATRICE CLAUDE.

Alimentation

Les dirigeants de Cadis prévoient, pour 1978, un accroissement de près de 15 % du chiffre de ventes : celui-ci devrait se

Belgique - moyennant le versement de 400 millions de francs

Belgique - moyennant le versement de 400 millions de francs

Belgique - moyennant le versement de 400 millions de francs

Belgique - moyennant le versement de 400 millions de francs

Belgique - moyennant le versement de 400 millions de francs

Belgique - moyennant le versement de 400 millions de francs

Belgique - moyennant le versement de 400 millions de francs

Belgique - moyennant le versement de 400 millions de francs

Belgique - moyennant le versement de 400 millions de francs

Belgique - moyennant le versement de 400 millions de francs

Belgique - moyennant le versement de 400 millions de francs

Belgique - moyennant le versement de 400 millions de francs

Belgique - moyennant le versement de 400 millions de francs

Belgique - moyennant le versement de 400 millions de francs

Belgique - moyennant le versement de 400 millions de francs

Belgique - moyennant le versement de 400 millions de francs

Belgique - moyennant le versement de 400 millions de francs

Belgique - moyennant le versement de 400 millions de francs

Belgique - moyennant le versement de 400 millions de francs

Belgique - moyennant le versement de 400 millions de francs

Belgique - moyennant le versement de 400 millions de francs

Belgique - moyennant le versement de 400 millions de francs

Belgique - moyennant le versement de 400 millions de francs

Belgique - moyennant le versement de 400 millions de francs

Belgique - moyennant le versement de 400 millions de francs

Belgique - moyennant le versement de 400 millions de francs

Belgique - moyennant le versement de 400 millions de francs

Belgique - moyennant le versement de 400 millions de francs

Belgique - moyennant le versement de 400 millions de francs

Belgique - moyennant le versement de 400 millions de francs

Belgique - moyennant le versement de 400 millions de francs

Belgique - moyennant le versement de 400 millions de francs

Belgique - moyennant le versement de 400 millions de francs

Belgique - moyennant le versement de 400 millions de francs

Belgique - moyennant le versement de 400 millions de francs

Belgique - moyennant le versement de 400 millions de francs

Belgique - moyennant le versement de 400 millions de francs

Belgique - moyennant le versement de 400 millions de francs

Belgique - moyennant le versement de 400 millions de francs

Belgique - moyennant le versement de 400 millions de francs

Belgique - moyennant le versement de 400 millions de francs

Belgique - moyennant le versement de 400 millions de francs

Belgique - moyennant le versement de 400 millions de francs

Belgique - moyennant le versement de 400 millions de francs

Belgique - moyennant le versement de 400 millions de francs

Belgique - moyennant le versement de 400 millions de francs

Belgique - moyennant le versement de 400 millions de francs

Belgique - moyennant le versement de 400 millions de francs

LA REVUE DES VALEURS

SEMAINE DU 13 AU 17 FEVRIER

« G EORGES MARCHEAIS soit loué ! Une statue devrait lui être élevée au centre de la corbeille. Le secrétaire général du P.C.F. est bien notre objectif le plus sûr. » Prises au hasard des travées du palais Brongniart, ces réflexions, non dépourvues d'humour froid, traduisent pourtant assez bien le sentiment des milieux financiers pour le leader communiste. Comment pourrait-il en être autrement ? Certes, M. Marchais est le signataire d'un programme dont l'éventuelle application ne peut que glacer le sang des boursiers. Mais pour eux il est aussi celui qui, à tort ou à raison, constitue le meilleur rempart contre la constitution d'un éventuel gouvernement de la gauche. En tout cas, c'est bien grâce à ses interventions publiques que la Bourse a dû rebondir à plusieurs reprises depuis l'automne dernier. Le scénario s'est reproduit cette semaine à l'issue de laquelle les actions françaises ont achevé de rattraper la quasi-totalité des pertes accumulées depuis le début de l'année. D'un vendredi à l'autre, les différents indices ont progressé de près de 6 %.

Alimentation

Les dirigeants de Cadis prévoient, pour 1978, un accroissement de près de 15 % du chiffre de ventes : celui-ci devrait se

Belgique - moyennant le versement de 400 millions de francs

Belgique - moyennant le versement de 400 millions de francs

Belgique - moyennant le versement de 400 millions de francs

Belgique - moyennant le versement de 400 millions de francs

Belgique - moyennant le versement de 400 millions de francs

Belgique - moyennant le versement de 400 millions de francs

Belgique - moyennant le versement de 400 millions de francs

Belgique - moyennant le versement de 400 millions de francs

Belgique - moyennant le versement de 400 millions de francs

Belgique - moyennant le versement de 400 millions de francs

Belgique - moyennant le versement de 400 millions de francs

Belgique - moyennant le versement de 400 millions de francs

Belgique - moyennant le versement de 400 millions de francs

Belgique - moyennant le versement de 400 millions de francs

Belgique - moyennant le versement de 400 millions de francs

Belgique - moyennant le versement de 400 millions de francs

Belgique - moyennant le versement de 400 millions de francs

Belgique - moyennant le versement de 400 millions de francs

Belgique - moyennant le versement de 400 millions de francs

Belgique - moyennant le versement de 400 millions de francs

Belgique - moyennant le versement de 400 millions de francs

Belgique - moyennant le versement de 400 millions de francs

Belgique - moyennant le versement de 400 millions de francs

Belgique - moyennant le versement de 400 millions de francs

Belgique - moyennant le versement de 400 millions de francs

Belgique - moyennant le versement de 400 millions de francs

Belgique - moyennant le versement de 400 millions de francs

Belgique - moyennant le versement de 400 millions de francs

Belgique - moyennant le versement de 400 millions de francs

Belgique - moyennant le versement de 400 millions de francs

Belgique - moyennant le versement de 400 millions de francs

Belgique - moyennant le versement de 400 millions de francs

Belgique - moyennant le versement de 400 millions de francs

Belgique - moyennant le versement de 400 millions de francs

Belgique - moyennant le versement de 400 millions de francs

Belgique - moyennant le versement de 400 millions de francs

Belgique - moyennant le versement de 400 millions de francs

Belgique - moyennant le versement de 400 millions de francs

Belgique - moyennant le versement de 400 millions de francs

Belgique - moyennant le versement de 400 millions de francs

Belgique - moyennant le versement de 400 millions de francs

Belgique - moyennant le versement de 400 millions de francs

Belgique - moyennant le versement de 400 millions de francs

Belgique - moyennant le versement de 400 millions de francs

Belgique - moyennant le versement de 400 millions de francs

Belgique - moyennant le versement de 400 millions de francs

Belgique - moyennant le versement de 400 millions de francs

Belgique - moyenn

Le Monde

UN JOUR DANS LE MONDE

2. IDEES
— CONSTITUTION : « Synthèse ou paraphrase ? », par Georges Vedel ; « Deux précisions », par Maurice Duverger.
3. ETRANGER
— Débats politiques et construction économique en Chine.
4. DIPLOMATIE
5. EUROPE
- 6 à 8. POLITIQUE
— LA PRÉPARATION DES ÉLECTIONS LÉGISLATIVES :
— Le vote des Français de l'étranger.
— M. Ségué critique le programme chiffré du parti socialiste.
— DOSSIER : les partis et l'éducation.
— Les partis face aux écologistes.

LE MONDE AUJOURD'HUI

Pages 9 à 15

- Au fil de la semaine : La presse des fêtes, par Pierre Vianon-Fort.
- Lettre de Port-Louis, par Philippe Descares.
- A Saint-Denis, la librairie des proles, par Anne Gallois.
- RADIO-TELEVISION : Savoir pour décider, apprendre pour comprendre, par Claude Sarraute ; L'art et l'argent, par Xavier Delcourt.

- 16-17. CULTURE
18. SOCIÉTÉ
- 19-22. FISCALITÉ
— Comment rédiger votre déclaration de revenus.
- 23-24. ÉCONOMIE - RÉGIONS
- 24-25. LA SEMAINE FINANCIÈRE

LIRE ÉGALEMENT

- RADIO-TELEVISION (11 à 14)
- Carnet (5) ; Informations pratiques (13) ; « Journal officiel » (18) ; Méthodologie (19) ; Mots croisés (16).

En janvier LE DÉFICIT COMMERCIAL DE LA FRANCE A ÉTÉ DE 1,8 MILLIARD DE FRANCS

La balance commerciale de la France pour le mois de janvier a été déficitaire de 1 800 millions de francs. Les exportations ont atteint 25 302 millions et les importations 27 102 millions de francs. Après correction des variations saisonnières, le déficit s'élève à 1 854 millions, correspondant à un taux de couverture des achats par les ventes de 93,5 % (les exportations s'élevaient à 26 777 millions de francs et les importations à 28 631 millions de francs).

Ce mauvais résultat doit être interprété avec prudence. Il survient, en effet, après un fort accident en décembre (+ 1,6 milliard de francs). Sur les trois derniers mois, le taux de couverture des achats par les ventes est de 97 %, ce qui représente un déficit moyen de 900 millions de francs par mois (et de 2 700 millions de francs par trimestre) — date du redressement de la balance commerciale française — le déficit moyen mensuel est de 400 millions de francs.

Le déficit important du mois de janvier tient essentiellement, selon la ministre du Commerce extérieur, à l'évolution des échanges agro-alimentaires : « Ce secteur a été en déficit de 1 300 millions de francs », a-t-elle déclaré. Mais il n'a pas même été atteint lors de la sécheresse — serait-il au mécanisme des montants compensatoires et à la dévaluation du franc vert.

FLAMBÉE DES PRIX DES LÉGUMES ET DES VOLAILLES A RUNGIS

Depuis le début de février, les prix de la plupart des légumes et des volailles ont fortement augmenté sur le marché de gros de Rungis. En deux semaines, le prix des choux de Bruxelles a plus que doublé (+ 120 %), le prix des poireaux a progressé de 75 %, ceux des carottes, des navets, des choux, de 50 %, celui du oignon en branche de 40 %. Seuls les pommes de terre (stabiles) et, à un moindre titre, les choux-fleurs (21 %) ont été épargnés par la flambée des cours.

Ces hausses sensibles, selon un communiqué du ministère des finances, s'expliquent par les mauvaises conditions climatiques et « étaient prévisibles ».

Le gel, le froid et la neige n'expliquent pas, en revanche, l'augmentation des prix des volailles.

A B C D E F G

Après la rupture d'une canalisation de gaz

Une série d'explosions provoquent la mort de cinq personnes dans plusieurs immeubles du 16^e arrondissement

Une information contre X pour homicide et blessures involontaires a été ouverte par le parquet de Paris et confiée à M. Alain Versier, juge d'instruction, après qu'une série d'explosions — avenue du Colonel-Bonnet, rue Raynouard, avenue de Lamballe, rue Singer — eut ravagé, dans l'après-midi du vendredi 17 février, plusieurs immeubles du quartier de Passy, dans le 16^e arrondissement de Paris, et dont le bilan provisoire s'élevait, ce samedi matin, selon la préfecture de police, à cinq morts et six blessés, dont trois sont dans un état grave.

Plusieurs centaines d'habitants ont dû être évacués, une partie d'entre eux trouvant refuge chez des amis ou parents, tandis que cent trente autres étaient provisoirement relogés par les services municipaux.

M. Jacques Chirac, maire de Paris, a interrompu une tournée électorale en France-Corée pour regagner la capitale et il s'est rendu sur les lieux de la catastrophe au cours de la nuit.

Selon le général Gère, commandant de brigade des sapeurs-pompiers de Paris, les explosions sont dues au gaz. Une « conduite maîtresse », a, en effet, été rompue, occasionnant l'échappement d'une nappe de gaz qui s'est propagée dans les points bas du quartier — caves et égouts — provoquant des explosions plus ou moins fortes. Toutefois, il reste à déterminer la cause véritable de l'explosion initiale qui a soufflé un immeuble de l'avenue du Colonel-Bonnet.

Une fourchette de 5 à 15 %

L'un des responsables de Gaz de France a indiqué qu'il n'était pas certain que cette première explosion soit due à une fuite de gaz. Quant à la rupture de la conduite, on estime pour l'instant qu'elle a pu être la conséquence d'un mouvement de terrain, natu-

rel ou provoqué par des travaux. Le seizième arrondissement a été l'un des premiers quartiers de Paris, en 1974, à être converti au gaz naturel. Il reçoit donc aujourd'hui, comme la quasi-totalité de la région parisienne, un mélange composé de gaz des Pays-Bas (dont Groningue), de mer du Nord (Ekofisk) et d'Algérie.

Ce gaz naturel inodore est rendu odorant, pour des raisons de sécurité, par un produit pétrolier nommé « odorant ». Il est explosif lorsqu'il est mélangé, dans une fourchette de 5 à 12 %, avec l'air dans la proportion explosive, il est inflammable.

Gaz de France, qui a chargé un cabinet général de l'étude, ignore l'origine de l'accident. Les canalisations en acier, qui datent de 1955, ne sont pas en cause, « si elles n'ont pas été endommagées par des travaux », dit-on à G.D.F.

L'intervention complète de la circulation de gaz dans le seizième arrondissement n'a été achevée que vers 20 heures. Interrompre l'écoulement du gaz dans un quartier à canalisations multiples (ce que G.D.F. appelle un « réseau maillé ») est une opération lourde. Entre les fermetures

L'identité des victimes

Les cinq personnes tuées — trois femmes et deux hommes — ont été identifiées. Il s'agit de M. Hervé Gachy, trente-neuf ans, demeurant 1, avenue du Colonel-Bonnet, Belkacem Aouni, quarante et un ans, peintre en bâtiment, demeurant 17, rue Henri-Bas, et M. Vincent Serageldine, trente-huit ans, 20, avenue de Lamballe. Annie Marchetti, quarante-neuf ans, demeurant 7, avenue de Cresson, à Issy-les-Moulineaux et, enfin, de Mme Marie-Rose Monnier, soixante ans, demeurant 7, avenue du Général-Mangin.

Ancien ministre égyptien

M. Youssef Sebail EST VICTIME D'UN ATTENTAT A CHYPRE

Nicosie (A.F.P.). — M. Youssef Sebail, secrétaire général égyptien du Mouvement de solidarité avec les peuples arabes, a été tué ce samedi 18 février dans un attentat commis à Nicosie, au cours d'une réunion du présidium du mouvement.

Aussitôt après les coups de feu, un groupe d'hommes armés, dont certains portaient des drapeaux, s'empara d'une trentaine d'otages, qu'ils détenaient toujours, en fin de matinée, dans la cafétéria de l'hôtel Hilton.

[Ancien ministre de l'Information et président du conseil de la presse d'Égypte (gouvernemental). A ce titre, il avait accompagné le président Sadate lors de son voyage à Jérusalem.]

LE GROUPE BAADER-MEINHOF REVENDIRAIT UN ATTENTAT CONTRE LE SIÈGE DE LA LUFTHANSA A BOGOTA

Bogota (A.F.P.). — Un attentat a été commis vendredi matin 17 février dans la capitale colombienne contre les locaux de la compagnie aérienne ouest-allemande Lufthansa. L'explosion d'une bombe a provoqué d'importants dégâts matériels, mais elle n'a fait aucune victime.

Cet attentat a été revendiqué dans la journée par le groupe Baader-Meinhof, dont plusieurs membres se trouvent actuellement dans la police de Bonn. Dans un message adressé à différents journaux, il est indiqué que cette opération constitue « le début d'une série d'attaques contre les monopoles ouest-allemands et américains qui exploitent les peuples opprimés du monde. Avec ce geste de peu d'importance mais significatif, des objectifs de grande importance ont été atteints », ajoutent les auteurs du message.

[Le 5 novembre dernier, les survivants du groupe Baader-Meinhof avaient envoyé à plusieurs organes de presse un texte dans lequel ils déclaraient qu'ils tentaient d'expliquer en six points les raisons de la « lutte armée » à partir du 15 novembre (« le Monde » du 5 novembre). Cette menace, qui n'a pas été mise à exécution pour l'instant, a provoqué un renforcement considérable des mesures de sécurité dans les aéroports et à bord des appareils de la compagnie ouest-allemande.]

A cause des réglementations à La Guardia

L'ACHAT D'AIRBUS POUR EASTERN AIRLINES POURRAIT ÊTRE COMPROMIS

New-York (A.P.). — L'accès de l'aéroport de La Guardia pourrait être interdit aux Airbus, dont la compagnie américaine Eastern Airlines envisage de s'équiper pour desservir ses lignes intérieures.

Selon le New York Times, le modèle A 300 B choisi par la compagnie dépasse en effet les normes de poids fixées pour les avions de l'aéroport de La Guardia, le plus central de New-York.

De par la conception de son train d'atterrissage, les roues de l'appareil exerceraient une pression supérieure au maximum toléré par les « taxiways » construits pour des avions de la baie de Flushing.

Le président de la compagnie Eastern Airlines, l'ancien astronaute Frank Borman, a déclaré qu'il pourrait être amené à renoncer à l'achat du nouvel appareil européen, dont il envisage l'acquisition d'un vingtain d'exemplaires, s'il n'est pas autorisé à La Guardia.

En Égypte

M. Serageldine est élu président du nouveau Wafd

De notre correspondant

Le Caire. — L'Assemblée constituante du parti Wafd, récemment autorisée de nouveau (le Monde du 25 janvier et du 7 février), s'est réunie au Caire le vendredi 17 février. Ses deux cent vingt-neuf membres ont élu M. Serageldine, président du parti. Ministre de l'Intérieur et principal dirigeant Wafd avant la révolution de 1952, M. Serageldine est âgé aujourd'hui de soixante-sept ans. Il sera assisté par trois vice-présidents, MM. Abdel Fattah Hassan, député du delta du Nil, Helmi Mourad, député d'Éléphantine, et Wahid Raftat, juriste.

LE PRÉSIDENT CARTER ESTIME QUE L'ÉGYPTE EST MENACÉE PAR LA LIBYE ET L'ÉTHIOPIE

Le président Carter a défendu vendredi au Sénat sa position sur l'intention de livrer cent dix avions perfectionnés à l'Égypte et à l'Arabie Saoudite, à chaque étape d'une brève tournée qu'il a entreprise dans ces deux États de la Nouvelle-Angleterre.

« Nous ne pouvons pas abandonner nos amis au Proche-Orient, sinon l'Égypte sera bientôt envahie à partir de la Libye ou peut-être même de l'Éthiopie », a-t-il déclaré à Bangor (Maine) le président américain pour justifier sa décision de fournir cinquante F-4E au gouvernement du président Sadate. « Personne ne peut savoir que ces F-4E pourraient relever le défi des F-15 », dont Israël possède déjà vingt-cinq exemplaires (auxquels devraient s'ajouter quinze autres si le projet est approuvé par le Congrès), a-t-il poursuivi pour expliquer qu'il considère que l'Égypte ne pourra pas attaquer l'État hébreu avec ces avions. M. Carter a aussi insisté sur le fait que les États-Unis continuent manifestement à remplir leur engagement de préserver la sécurité et la puissance d'Israël ».

A Moscou, la « Pravda » a critiqué la décision du président Carter, affirmant qu'elle constituait « une mine placée sur la voie de la paix au Proche-Orient ». Les États-Unis, poursuit la « Pravda », ne font que verser de l'huile sur le feu en renforçant le potentiel militaire d'Israël, tout en poursuivant la politique qui consiste à diviser les États arabes en associant plus étroitement les régimes de droite à Washington. » (A.F.P. - A.P.)

En Égypte

M. Serageldine est élu président du nouveau Wafd

De notre correspondant

Le secrétaire général du parti a également été élu. Il s'agit d'Abdel Fattah Hassan, ancien ministre d'État de la monarchie, âgé de soixante-quatre ans. Il sera entouré de quatre secrétaires généraux adjoints, dont trois ont moins de quarante ans. Un grand avocat caennais, M. Saad Abdel Nour, a été chargé des relations extérieures du parti.

Au total le bureau politique du parti comprendra trente-cinq personnes. Parmi elles figurent sept anciens ministres, dont deux de Nasser (MM. Helmi Mourad et Abdel Khaled Chemmouh), huit députés, deux généraux en retraite et quatre copies. Selon M. Abdel Nour, le nouveau Wafd compterait déjà un demi-million de militants dans le pays, mais ce chiffre paraît exagéré à la plupart des observateurs. Le mot Wafd, qui en arabe signifie « délégation », servira aussi de titre au quotidien du parti, dont le lancement est prévu pour le mois prochain, en même temps qu'un journal du soir et deux hebdomadaires, dont un pour la jeunesse. Apparemment, le Wafd dispose de fonds importants pour son fonctionnement.

Bien qu'il bénéficie de la sympathie de certaines personnalités proches du rai et bien qu'il ait reconnu la légitimité du régime républicain né du coup d'État de 1952, le Wafd se veut un « parti d'opposition dans tout le sens du terme ». Il a cependant déjà fait savoir par la bouche du chef de son groupe parlementaire (vingt-huit députés), M. Helmi Mourad, qu'il soutiendrait les efforts de paix du président Sadate.

Toutefois, dans la même dépêche, le Wafd demande au chef de l'État « de donner plus de liberté à la presse ».

J.-P. FERONCEL-HUGOZ.

M. Ahmed Mestiri, chef de file du Mouvement des socialistes démocrates (opposition), effectuée, du 20 février au 12 mars, à l'initiative du Comité américain pour les libertés publiques en Tunisie, une tournée de conférences dans les universités américaines, notamment à Princeton, Boston, Harvard et Berkeley.

Le numéro du « Monde » daté 18 février 1978 a été tiré à 345 189 exemplaires.

LE PARTI SOCIALISTE ET LE SPORT

Priorité à un mouvement populaire et indépendant

Après MM. Georges Marchais (P.C.), Jean-Pierre Solsson (P.R.) et Jacques Chirac (R.P.R.), M. François Mitterrand a présenté, vendredi 17 février, la politique du parti socialiste pour tout ce qui concerne le sport.

Il ressort des propos de M. Mitterrand que le P.S. a l'intention de privilégier le mouvement associatif et de faire du club la pièce maîtresse de l'organisation sportive extra-scolaire. Ce choix indique aussi que pour le P.S., le sport doit être indépendant de l'État et des milieux financiers.

Dans le domaine scolaire, priorité sera donnée à l'éducation sportive et, sur ce point, M. Mitterrand s'est prononcé en faveur du rattachement des enseignants d'éducation physique et sportive (E.P.S.) à l'éducation nationale. Le premier secrétaire du P.S. considère que l'application du tiers-temps et les cinq heures d'E.P.S. par semaine sont les objectifs à atteindre et que la réalisation de ce programme passe par un effort budgétaire important, comme par l'aménagement des horaires et du programme scolaire.

La part du budget national pour la jeunesse et les sports devrait être, selon M. Mitterrand, de 1 %, ou du moins s'en approcher. C'est dire que ce département, qui n'aurait plus en charge l'E.P.S., bénéficierait, en moyenne, d'un financement en augmentation de près de 400 % par rapport à ses ressources actuelles. Le budget du secrétariat d'État à la jeunesse et aux sports est en effet, en 1978, de 0,67 %, et, sur ce poste, la part de l'E.P.S. est de 60 %. Le parti socialiste est aussi favorable à l'affectation à la jeunesse et aux sports de ressources extra-budgétaires provenant de la loterie nationale et du tiercé. Mais M. Mitterrand a réaffirmé son attachement à la réglementation des concours de pronostics.

Dans l'hypothèse où il serait absolument nécessaire de faire un choix entre le sport populaire et celui haut niveau, le P.S. considère que la faveur devrait aller au sport populaire. L'expérience ayant prouvé que l'élite

est souvent issue de la masse. Selon M. Mitterrand, c'est toute une génération de champions qui se dégageait en vingt ans de la masse, et ces perspectives d'avenir justifiaient qu'une telle option soit prise.

Pour le P.S., le sport de haute compétition est cependant nécessaire, en regard à son honorabilité et à sa valeur formatrice. L'athlète de compétition doit être à la fois aidé et préservé de la commercialisation, de la corruption et des pratiques dopantes ou anabolisantes. Dans le même temps, il a droit à ce que sa reconversion sociale fasse l'objet de la plus grande attention, afin d'éviter toute forme de débauche une fois sa première carrière terminée. Sur ce point aussi, M. Mitterrand s'est prononcé pour l'établissement des sports de haut niveau.

Argentine : oui, mais...

Le premier secrétaire du parti socialiste a souligné que les sportifs français obtiennent les meilleurs résultats possibles dans les grandes compétitions, et notamment aux Jeux olympiques de Moscou, et a déclaré, à ce propos, que les échecs nationaux dans presque toutes les disciplines sont dus plus au désintérêt des fédérations que des gouvernements de la V^e République qu'au manque d'aptitudes des champions français. Le premier secrétaire a voulu prouver que depuis vingt ans, chaque ministre ou secrétaire d'État a eu son plan de redressement ou de réforme et qu'aucun n'a été mené à bien. « C'est la politique de la bouillotte », a-t-il dit.

En définitive, le P.S. admet que l'équipe de France doit aller disputer la Coupe du monde en Argentine, mais qu'il est inacceptable et fâcheux que l'organisation de la compétition ait été confiée à un pays dont le régime est tellement arbitraire. Au mois de juin, a précisé M. Mitterrand, le gouvernement de gauche donnerait des instructions détaillées à l'équipe de France pour qu'elle évite toute collision avec le gouvernement argentin.

FRANÇOIS JANIN.

A LA CONFÉRENCE DE SYDNEY

Douze pays du Commonwealth ont critiqué la politique commerciale des Neuf

De notre correspondant

Sydney. — La conférence des chefs de gouvernement du Commonwealth d'Asie et du Pacifique s'est ouverte vendredi 17 février à Sydney, sans résultats notables. Elle avait commencé ses travaux le 13 (le Monde du 14 février). Le débat prévu sur le commerce régional a été écarté par le premier ministre australien, M. Fraser, a minimisé les effets de sa politique de restriction des importations et critiqué l'attitude de la C.E.E. des États-Unis et du Japon. Selon lui, ces pays qui devraient montrer l'exemple et ouvrir plus largement leur marché aux produits d'Asie et du

Pacifique. La conférence a décidé de se réunir à nouveau dans deux ans à New-Delhi.

Quatre groupes spécialisés vont être mis en place, pour discuter des questions de commerce, d'énergie, de terrorisme et de trafic de drogue. L'Australie va présider le groupe chargé du commerce, ce qui lui permettra de faire prévaloir sa politique fortement hostile au Marché commun ; Canberra a même menacé les Neuf de représailles économiques.

Le communiqué final de la conférence fait d'ailleurs référence à la politique des Neuf : les douze chefs de gouvernement présents ont « pressé les gouvernements des principaux pays en pratique leurs multiples promesses de libéraliser rapidement le commerce mondial ». Ils ont aussi demandé à la C.E.E. de prendre les mesures appropriées pour résoudre les problèmes commerciaux des pays asiatiques.

Les Australiens se posent par ailleurs des questions — qui restent sans réponse — après l'attentat à la bombe qui a marqué le début de cette rencontre. — M. B.

Au Transkei

UNE SOCIÉTÉ FRANÇAISE VA CONSTRUIRE UN PORT FRANÇAIS

(De notre correspondant.)

Johannesburg. — Le Transkei, premier Bantoustan à avoir acquis son indépendance en 1976, se lance dans la construction d'un port français. Le Transkei National Engineering. Le premier ministre, M. Matanzima, a annoncé vendredi 17 février qu'il venait de signer un accord avec la société française portant sur la construction, le développement et le financement du port. Les travaux, qui devraient commencer très rapidement, dureront de cinq à six ans. Le coût est estimé à 125 millions de rands (700 millions de francs).

Selon le premier ministre, le gouvernement transkeien en a, sur les conseils des Grands Travaux de Marseille, un port franc entouré de zones industrielles et de villes. Actuellement, l'implantement sauvage s'élève à 20 kilomètres au sud de Port-Saint-John (un port de plaisance), il n'est desservi ni par une voie ferrée ni par des routes goudronnées. Déjà, en Afrique du Sud, des écologistes se dressent contre le projet qui détruirait cette zone fertile en poisson et dont on projette de faire une réserve naturelle. C'est le plus important contrat signé par le Transkei, un État reconnu seulement par l'Afrique du Sud avec une société européenne depuis son accession à l'indépendance, le 26 octobre 1976.

CHRISTIANE CHOMBEAU.

Au Tchad

LE FROLINAT ANNONCE L'OCCUPATION DE FAYA-LARGEAU

La ville de Faya-Largeau, à 800 kilomètres de N'Djamena, est passée vendredi 17 février sous le contrôle des combattants du Front de libération nationale du Tchad (FROLINAT). L'offensive qui vient de permettre l'occupation des oasis de Faya, tombée mardi, et de Faya-Largeau, avait été baptisée du nom du disparu.

L'occupation de cette ville marque le quatrième anniversaire de la mort du premier secrétaire général du FROLINAT, en 1964, dans le centre du Tchad, ajoute le FROLINAT. L'offensive qui vient de permettre l'occupation des oasis de Faya, tombée mardi, et de Faya-Largeau, avait été baptisée du nom du disparu.

ANNÉE

Un accord
cesses-le-fon
ait intervenu
au Tchad
LINE PAGE 4

Relance
la violence
en Ulster

Un accord
cesses-le-fon
ait intervenu
au Tchad
LINE PAGE 4

Un accord
cesses-le-fon
ait intervenu
au Tchad
LINE PAGE 4

Un accord
cesses-le-fon
ait intervenu
au Tchad
LINE PAGE 4

Un accord
cesses-le-fon
ait intervenu
au Tchad
LINE PAGE 4

Un accord
cesses-le-fon
ait intervenu
au Tchad
LINE PAGE 4

Un accord
cesses-le-fon
ait intervenu
au Tchad
LINE PAGE 4

Un accord
cesses-le-fon
ait intervenu
au Tchad
LINE PAGE 4

Un accord
cesses-le-fon
ait intervenu
au Tchad
LINE PAGE 4

Un accord
cesses-le-fon
ait intervenu
au Tchad
LINE PAGE 4

Un accord
cesses-le-fon
ait intervenu
au Tchad
LINE PAGE 4

Un accord
cesses-le-fon
ait intervenu
au Tchad
LINE PAGE 4

Un accord
cesses-le-fon
ait intervenu
au Tchad
LINE PAGE 4